



RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL DU T2 2015-2016

AU:	Conseil d'administration
RENCONTRE:	Le 25 novembre 2015
DE:	Judith Purves, Vice-Présidente principale and Chef de la Direction Financière Michael Downey, Directeur général et contrôleur national
DÉCISION RECHERCHÉE:	Il est résolu que le Comité de Vérification recommande au Conseil d'administration d'approuver l'autorisation de publier le rapport financier de CBC/Radio-Canada pour l'exercice terminé le 30 septembre 2015.
DATE:	Le 13 novembre 2015



T2

RAPPORT FINANCIER DU
DEUXIÈME TRIMESTRE 2015-2016

CBC  Radio-Canada

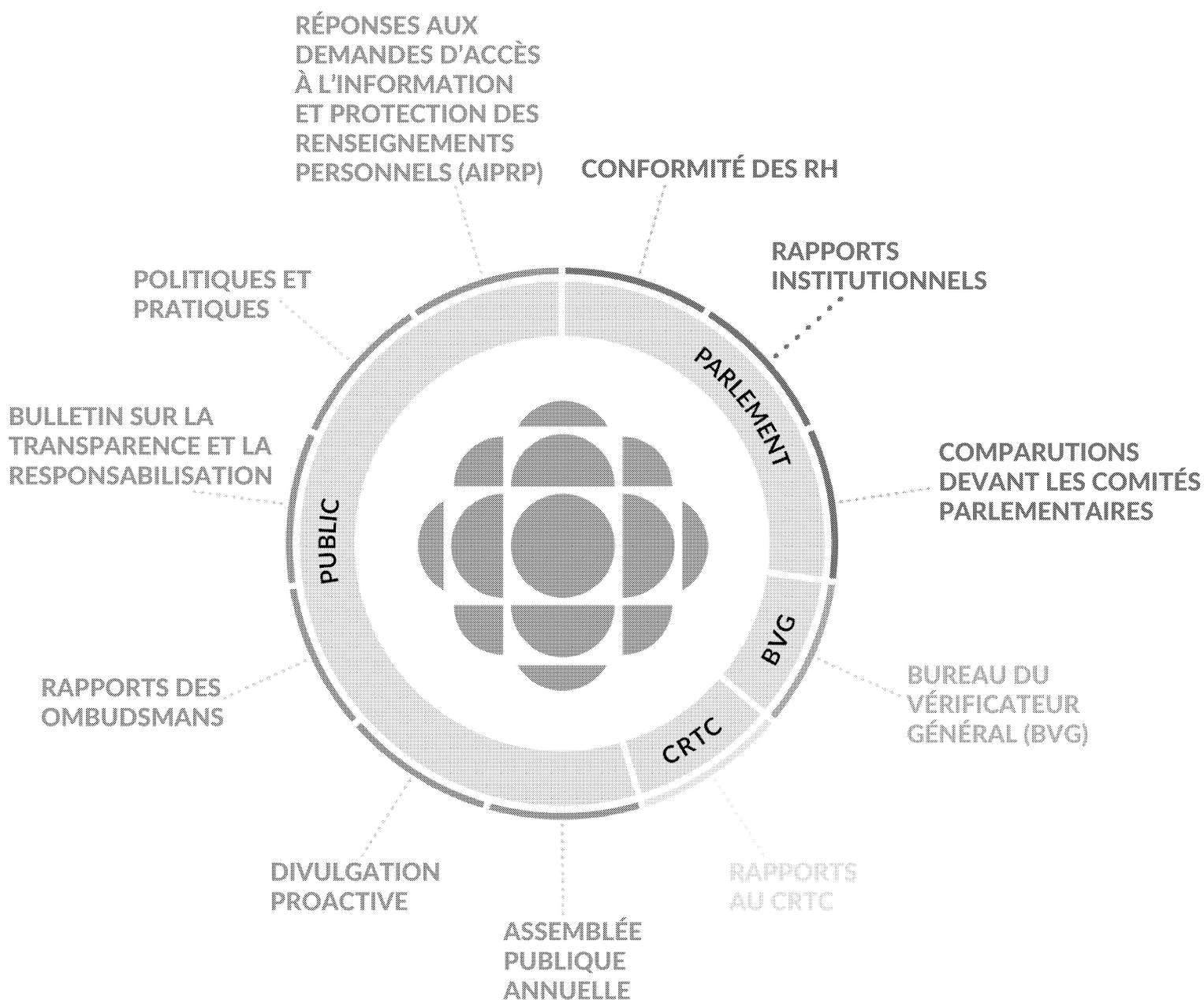
TABLE DES MATIÈRES

Pages

ENGAGEMENT DE CBC/RADIO-CANADA ENVERS LA TRANSPARENCE ET LA RESPONSABILISATION.....	3
RAPPORT DE GESTION	4
FAITS SAILLANTS FINANCIERS DU TRIMESTRE.....	5
FAITS SAILLANTS DES ACTIVITÉS.....	6
1. LE POINT SUR LE RENDEMENT	9
1.1 INDICATEURS STRATÉGIQUES	9
1.2 INDICATEURS OPÉRATIONNELS	11
2. ANALYSE DES RÉSULTATS.....	13
2.1 RÉSULTAT EN IFRS ET RÉSULTAT D'EXPLOITATION SUR UNE BASE COURANTE	13
2.2 TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL	17
3. RESSOURCES EN CAPITAL, SITUATION FINANCIÈRE ET LIQUIDITÉS.....	18
3.1 RESSOURCES EN CAPITAL	18
3.2 SITUATION FINANCIÈRE ET LIQUIDITÉS.....	19
4. LE POINT SUR LES PERSPECTIVES ET LES RISQUES.....	20
5. PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE.....	21
5.1 NORMES COMPTABLES FUTURES	21
5.2 ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES IMPORTANTS.....	21
5.3 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES.....	21
DÉCLARATION DE LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION PAR LES CADRES SUPÉRIEURS	22
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES.....	23
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES.....	28

ENGAGEMENT DE CBC/RADIO-CANADA ENVERS LA TRANSPARENCE ET LA RESPONSABILISATION

En tant que radiodiffuseur public national, nous accordons beaucoup d'importance à notre obligation de transparence et de responsabilisation envers les Canadiens. Pour nous acquitter de nos responsabilités à cet égard, nous publions sur notre [site web institutionnel](#) de l'information sur nos activités et sur la gestion des ressources publiques qui nous sont confiées.



RAPPORT DE GESTION

Exigences concernant les rapports trimestriels

Outre un rapport annuel, nous sommes tenus – comme la plupart des sociétés d'État canadiennes sous régime fédéral – de déposer des rapports financiers trimestriels pour les trois premiers trimestres de chaque exercice. Le rapport de gestion qui suit vise à donner au lecteur un aperçu des activités et du rendement de la Société pour le deuxième trimestre de 2015-2016 et doit être lu en parallèle avec le Rapport annuel de 2014-2015. Conformément à notre engagement à faire preuve de transparence et à assurer une surveillance efficiente des fonds publics qui nous sont alloués, nous avons le plaisir de présenter notre rapport trimestriel pour le deuxième trimestre, terminé le 30 septembre 2015.

Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires n'ont pas fait l'objet d'un examen par notre auditeur.

Saisonnalité

La majeure partie de nos revenus autogénérés est constituée de revenus publicitaires. Ceux-ci suivent un cycle saisonnier dicté par notre grille de programmation et varient aussi en fonction des conditions du marché, de l'économie en général et du rendement de la grille. Les revenus d'abonnement sont relativement plus stables d'un trimestre à l'autre. Les dépenses d'exploitation tendent également à suivre un cycle saisonnier, fluctuant aussi au gré des variations de la grille de programmation.

Les crédits parlementaires sont constatés en résultat en fonction du budget annuel, qui reflète les influences saisonnières sur les dépenses et les revenus autogénérés.

Note relative aux déclarations prospectives

Ce rapport renferme des déclarations prospectives sur la stratégie, les objectifs et les résultats d'exploitation et financiers escomptés. Les verbes « croire », « s'attendre », « prévoir », « anticiper », « projeter », « planifier », « estimer », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des énoncés prospectifs. Les déclarations prospectives sont basées sur les hypothèses générales suivantes : le financement public de CBC/Radio-Canada demeure conforme aux annonces faites dans le budget fédéral; et le contexte de la réglementation de la radiodiffusion ne changera pas fondamentalement. Les principaux facteurs de risque et d'incertitude sont décrits à la section 4, *Le point sur les perspectives et les risques*, du présent rapport. Toutefois, certains risques et certaines incertitudes échappent à notre volonté et restent difficiles à prévoir. Ceux-ci comprennent, sans s'y limiter, des facteurs liés à la conjoncture économique et financière, au marché publicitaire ainsi que d'autres facteurs d'ordre technologique et réglementaire. En raison de l'influence de ces facteurs ou d'autres facteurs, les résultats réels peuvent différer considérablement des prévisions contenues, de manière explicite ou implicite, dans les déclarations prospectives.

Mesure non conforme aux IFRS

Le présent rapport comprend la mesure « résultat d'exploitation sur une base courante », qui n'a pas de sens normalisé prescrit par les normes internationales d'information financière (IFRS). Il est donc peu probable qu'on puisse la comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres entreprises. Plus de détails sont fournis à la section 2, *Résultats*.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS DU TRIMESTRE



NOS REVENUS

2015/16 : 142 M\$
2014/15 : 138 M\$
Hausse totale : +4 M\$

Événements ▲ 17 M\$
Act. courantes ▼ (13 M\$)

► **Événements** : Ce trimestre, les événements ont généré 17 millions de dollars de plus qu'au deuxième trimestre l'an dernier. Nous avons notamment tiré des revenus de nos services de diffuseur hôte et de la diffusion de publicité lors de la couverture, cet été, des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto. Nos revenus au deuxième trimestre l'an dernier comprenaient une tranche des revenus provenant de la diffusion de la Coupe du Monde de la FIFA, Brésil 2014.

► **Activités courantes** : Les revenus tirés de nos activités courantes en cours ont reculé de 13 millions de dollars en raison, principalement, de l'affaiblissement persistant des marchés de la publicité à la télévision et de l'élimination du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale. Ce trimestre, les revenus publicitaires provenant de nos émissions en cours ont suivi le déclin du marché canadien de la télévision (-7 %)⁽¹⁾. Ces diminutions ont été compensées en partie par les revenus publicitaires supplémentaires associés à nos plateformes numériques.



NOS DÉPENSES

2015/16 : 374 M\$
2014/15 : 363 M\$
Hausse totale +11 M\$

Événements ▲ 19 M\$
Act. courantes ▼ (8 M\$)

► **Événements** : Nous avons affecté à la couverture d'événements 19 millions de dollars de plus qu'au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse est en grande partie attribuable à la prestation de services de diffuseur hôte des Jeux panaméricains cette année. Nos dépenses au deuxième trimestre l'an dernier comprenaient une tranche des droits de diffusion et des coûts de production liés à la diffusion de la Coupe du Monde de la FIFA, Brésil 2014.

► **Activités courantes** : Les dépenses permanentes ont baissé de 8 millions de dollars en raison, principalement, de la diminution générale des dépenses résultant de la poursuite de nos initiatives de réduction des coûts.

Outre les variations ci-dessus, nous avons prélevé plus de fonds sur notre financement public au deuxième trimestre de 2015-2016 pour répondre aux besoins en fonds de roulement. Cela a donné lieu à un gain, à la fois dans le résultat net de la période en IFRS et dans le résultat d'exploitation sur une base courante.

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		
	2015	2014	Écart en %
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>			
Revenus	142 357	138 129	3,1
Dépenses	(373 958)	(362 923)	3,0
Financement public	242 790	128 177	89,4
Résultat avant éléments hors exploitation	11 189	(96 617)	111,6
Résultat net de la période en IFRS	12 294	(53 207)	123,1
Résultat d'exploitation sur une base courante¹	18 259	(55 536)	132,9

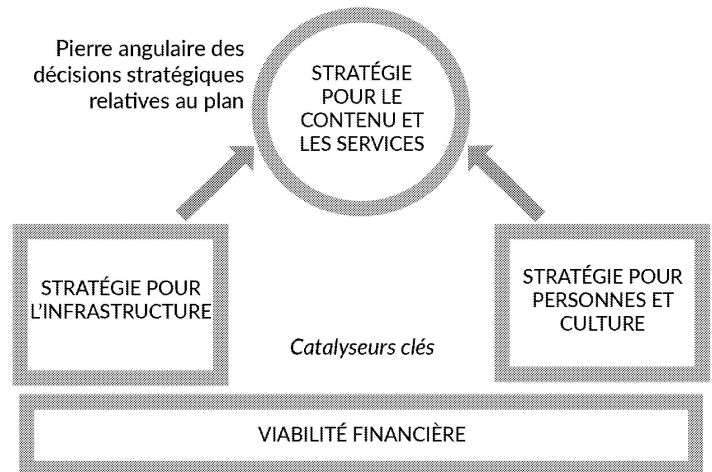
¹Le résultat d'exploitation sur une base courante n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Ce résultat ne comprend pas les éléments qui ne nécessitent pas d'apport en fonds d'exploitation ou qui ne contribuent pas aux fonds d'exploitation. Un rapprochement du résultat net avec le résultat d'exploitation sur une base courante est présenté sous Analyse des Résultats à la section 2.

⁽¹⁾Source : Rapport de septembre 2015 du Bureau de la télévision du Canada (BTC)

FAITS SAILLANTS DES ACTIVITÉS

Avec sa nouvelle stratégie quinquennale, *Un espace pour nous tous (Stratégie 2020)*, CBC/Radio-Canada sera plus présente et plus pertinente, et viable pour les générations futures. Le plan stratégique comporte les quatre objectifs suivants, qui visent à nous donner les moyens de réussir aujourd'hui et à l'ère de la postradiodiffusion traditionnelle.

1. Grâce à notre contenu distinctif, accroître et approfondir notre lien avec les Canadiens; les amener à participer à l'espace public.
2. Changer notre infrastructure pour faire place à une simplicité, à une flexibilité, à une agilité et à une collaboration accrues.
3. Créer une culture de collaboration, de responsabilité, d'audace, d'action et d'agilité, avec des effectifs reflétant la réalité du pays.
4. Atteindre la viabilité financière, incluant la capacité d'investir dans l'avenir.



CONTENU ET SERVICES

Le deuxième trimestre s'est caractérisé par une programmation riche en événements spéciaux, des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto au déclenchement de l'une des plus longues campagnes électorales fédérales de l'histoire du pays, sans oublier le lancement de la saison d'automne sur toutes nos plateformes. Conformément à notre plan stratégique, la *Stratégie 2020*, nous avons continué à investir dans la programmation, de la radio à la télévision aux heures de grande écoute, tout en bonifiant notre offre de services numériques. Nous présentons ci-après un aperçu des faits saillants des activités de la Société pour appuyer notre stratégie au cours du trimestre.

Du 10 juillet au 15 août, nous avons assuré une couverture multiplateforme sans précédent des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto. Une collaboration accrue entre les équipes de Radio-Canada et de CBC, le partage d'expertise et de méthodes de production, et de nouveaux partenariats stratégiques avec d'autres radiodiffuseurs canadiens nous ont permis de concentrer nos efforts et de mobiliser nos ressources pour offrir la couverture la plus complète et la plus captivante qui soit des Jeux, à la télévision comme sur nos plateformes numériques. Et les résultats ont été solides sur les plans de la génération de revenus (voir les sections *Faits saillants financiers* et *Résultats*) et de l'auditoire. En effet, plus de 22 millions de Canadiens – ou 63 % de la population – ont regardé en partie notre couverture des Jeux panaméricains, et près de 9 millions de Canadiens, notre couverture des Jeux parapanaméricains. Notre application mobile a enregistré 30 millions de pages vues et plus de 3,2 millions de branchements vidéo en ligne⁽²⁾. Dans la foulée de notre engagement lié à la *Stratégie 2020* d'approfondir nos relations avec les communautés, nous avons ouvert les portes du Centre de radiodiffusion de Toronto durant les Jeux. Nous y avons accueilli quelque 18 500 invités afin de partager avec eux l'esprit des Jeux panaméricains et parapanaméricains.

La 42^e élection générale fédérale et la campagne électorale qui l'a précédée ont donné à CBC/Radio-Canada l'occasion d'ajouter une couverture numérique améliorée à sa programmation télévisuelle et radiophonique traditionnelle. Le 19 octobre, on a dénombré près de 1,5 million de visites à ICI Radio-Canada.ca (à l'exclusion des applications mobiles), soit plus du double du nombre enregistré le jour des élections fédérales précédentes, en 2011⁽³⁾. Du côté de CBC, [Peter Mansbridge a attiré plus de Canadiens que quiconque le soir du scrutin](#), et la section des nouvelles du site web a fracassé des records de pages vues et de visiteurs uniques. Tout au long de la campagne et des élections, nous avons aussi offert aux Canadiens plus d'occasions d'échanger sur ce qui compte le plus pour eux grâce à des outils comme le tableau de bord [Résultats Canada 2015/Canada Votes 2015](#), la [Boussole électorale/Vote Compass](#) – qui a recueilli plus de 1,8 million de réponses – et les projets [#1ervote](#) de Radio-Canada et Pledge to Vote de CBC. Ces dernières initiatives constituent d'excellents exemples de l'utilisation qu'ont faite Radio-Canada et CBC des plateformes numériques et des médias sociaux pour mieux cibler les jeunes électeurs et engager la conversation avec eux, et pour les aider à se faire entendre durant la campagne. Le [partenariat conclu entre Radio-Canada et Facebook](#), donnant au radiodiffuseur public un accès exclusif aux données du site de réseautage durant la campagne et le soir du scrutin – une première dans le marché francophone de la radiodiffusion du Canada –, illustre également la place de leader qu'occupe toujours Radio-Canada dans la couverture et l'analyse des actualités politiques.

⁽²⁾Source : Adobe Omniture SiteCatalyst et Numeris (Sondages BBM)

⁽³⁾Source : Adobe Omniture SiteCatalyst

L'évolution de nos services régionaux, conforme à la *Stratégie 2020*, tient compte des changements dans les habitudes de consommation, ainsi que des nouvelles possibilités qu'offrent les services mobiles et numériques pour raconter des histoires et engager la conversation avec nos auditoires. Ce trimestre, nous avons appliqué notre stratégie priorisant le numérique aux nouvelles locales de Radio-Canada et de CBC. En tirant profit de nos plateformes web et numériques et en rajustant la durée de nos bulletins de nouvelles de début de soirée (à 60 ou 30 minutes), nous avons pu dégager les ressources nécessaires pour offrir à nos auditoires des capsules de nouvelles toute la journée, des segments de nos émissions de radio matinales locales en radiodiffusion simultanée à la télé, et une plus grande couverture des actualités sur les sites régionaux et les médias sociaux. Résultat : les auditoires profitent d'une couverture à la minute plus complète sur les enjeux locaux les plus importants pour eux.

Si les plateformes web et numériques sont plus populaires que jamais, la majorité des Canadiens continue de privilégier la télévision, surtout le soir. Dans la *Stratégie 2020*, nous avons promis de ne pas négliger la télévision et la radio dans notre transformation pour devenir un radiodiffuseur public plus moderne, plus pertinent. Dans son plan de gestion 2015-2016, Radio-Canada a rappelé que l'investissement stratégique dans les séries dramatiques et les émissions de variétés reste au cœur de sa stratégie multiplateforme. Ainsi, plus d'une douzaine de nouvelles émissions seront présentées cette année, notamment *Les dieux de la danse*, *Stéréo pop* et *Un chef à l'oreille* cet automne. Radio-Canada a également accéléré la mise en œuvre de sa stratégie multiécran, qui vise à rendre ses émissions accessibles sur ses nombreuses plateformes, au moment approprié pour ses nombreux auditoires. Par exemple, les abonnés d'ICI Tou.tv Extra seront les premiers à pouvoir regarder *Le nouveau show*, qui sera ensuite diffusé sur ICI ARTV et sur ICI Radio-Canada Télé.

À CBC, [la grille télévisuelle d'automne a été lancée](#) la première semaine d'octobre. Elle comprend de nouvelles émissions passionnantes, notamment *The Romeo Section*, *Keeping Canada Alive* et *This Life*, représentatives de l'engagement, pris dans le cadre de la *Stratégie 2020*, d'investir dans des émissions canadiennes percutantes, audacieuses, à la hauteur de ce qui se fait de mieux. Par ailleurs, en accord avec sa nouvelle stratégie pour les arts, CBC nourrit également la passion des Canadiens pour la création artistique en proposant des émissions comme *Crash Gallery*, *Interrupt This Program* et *Exhibitionists*, ainsi que les nouveaux projets multiplateformes *Canada in the Frame*, *The Re-Education of Eddy Rogo* et *The Collective*. Enfin, la nouvelle saison de radio propose depuis septembre une combinaison de nouvelles émissions, comme *Because News*, *Unreserved*, *Podcast Playlist* et *The Doc Project*, et de rendez-vous familiaux.

INFRASTRUCTURE

Certains médias ont rapporté en septembre que CBC/Radio-Canada entendait vendre tous ses immeubles. Nous en avons profité pour préciser que nous disposons actuellement de trop de locaux, et que bon nombre des immeubles que nous possédons sont vieux, ont besoin de réparations, coûtent trop cher à entretenir et, dans bien des cas, ne répondent plus à nos besoins. Sous la *Stratégie 2015*, nous nous étions déjà engagé à réduire notre empreinte immobilière autant que possible. Plus récemment, la *Stratégie 2020* a renouvelé notre engagement de réduire de 50 % notre portefeuille immobilier d'ici 2020 en modernisant nos activités, en utilisant mieux les nouvelles technologies et en créant des espaces de travail plus intégrés, plus efficaces et plus innovants qui viennent appuyer notre stratégie multiplateforme. Par conséquent, pour chacun de nos établissements, nous avons évalué les coûts et les bénéfices associés à leur vente dans la perspective de déménager dans des installations nouvelles et modernes que nous pourrions louer. La vente de ces immeubles a généré des produits, mais surtout des économies annuelles permanentes qui sont réinvesties directement dans la programmation. Pour connaître tous les faits, rendez-vous sur notre [site web institutionnel](#).

PERSONNES ET CULTURE

CBC/Radio-Canada évolue continuellement pour refléter les visages et les voix changeants de notre pays et pour répondre aux besoins de ses auditoires variés. Afin de poursuivre nos efforts dans ce sens, nous avons publié notre [Plan sur l'inclusion et la diversité 2015-2018](#). Ce nouveau plan, arrimé à notre stratégie plus globale, *Stratégie 2020*, nous aidera à mieux refléter la diversité canadienne dans l'effectif et à multiplier les occasions de partenariat avec plus de Canadiens.

Le 8 octobre, nous avons mis en service une nouvelle ligne d'assistance en cas d'intimidation et de harcèlement. C'est une des mesures que nous avons prises en réponse au [rapport Rubin](#) et dans le but d'offrir un environnement de travail psychologiquement sain à nos employés, à tous les niveaux hiérarchiques et dans tous nos établissements. Dans le cadre de notre plan d'action, nous avons lancé, le 16 octobre, une formation obligatoire destinée aux gestionnaires pour les aider à prévenir et à contrer le harcèlement et la discrimination, et à savoir quand faire appel aux Ressources humaines. Une formation destinée aux employés sera offerte l'an prochain.

Au cours du trimestre, Pierre Gingras a démissionné de son poste au sein du Conseil d'administration de CBC/Radio-Canada à compter du 1^{er} octobre 2015. M. Gingras siégeait au Conseil depuis février 2011. Son poste est à présent vacant.

AUTRES QUESTIONS LIÉES AUX ACTIVITÉS

Le 29 septembre, CBC/Radio-Canada a tenu sa septième assemblée publique annuelle (APA) à Winnipeg. Dans sa volonté, décrite dans la *Stratégie 2020*, d'être un espace où tous les Canadiens peuvent partager leurs idées et leurs expériences, et avoir une conversation entre eux, le radiodiffuseur public a décidé de consacrer une partie de son APA aux plus brillants éléments de cette communauté. Afin d'approfondir nos liens avec les Canadiens et de donner vie au thème de l'APA de cette année – Inviter. Inspirer. Imaginer. – nous avons invité quatre jeunes Winnipegois qui font bouger les choses dans leur communauté à participer à une conversation sur l'importance de l'engagement communautaire. Leurs témoignages inspirants sont disponibles [ici](#).

Pour donner suite à notre engagement stratégique de diversifier les revenus et de partager les risques au moyen de partenariats, CBC a annoncé un nouveau partenariat pluriannuel dans le secteur des médias numériques avec Fullscreen, une entreprise médiatique mondiale. Le réseau de créateurs CBC|Fullscreen offrira de l'aide au perfectionnement et du soutien aux créateurs de contenu numérique du Canada. CBC mettra à leur disposition des plateformes multimédias où ils pourront distribuer le fruit de leur travail partout au pays, sur CBC, sur YouTube et sur d'autres plateformes. Ce partenariat entraînera une augmentation du nombre de créateurs de contenu au Canada en favorisant l'engagement communautaire et le développement des talents, et en offrant du soutien pour la production et le marketing.

CBC/Radio-Canada a obtenu les droits de radiodiffusion pour le Canada des Jeux Olympiques d'hiver de Beijing 2022 et des Jeux Olympiques d'été de 2024. Avec Rio 2016, Pyeongchang 2018 et Tokyo 2020, CBC/Radio-Canada est maintenant le réseau olympique et le radiodiffuseur officiel du Canada des cinq prochains Jeux olympiques, un élément qui est à la base de notre nouvelle stratégie pour les sports. En tant que radiodiffuseur principal, CBC/Radio-Canada travaillera encore une fois avec Bell Média, partenaire principal des Jeux olympiques, ainsi qu'avec Rogers Media. Le modèle de partenariat de radiodiffusion que nous avons élaboré tient compte de l'envergure des Jeux, est responsable sur le plan financier et concorde parfaitement avec la *Stratégie 2020*, qui réitère le rôle important que joue le radiodiffuseur public pour offrir une vitrine aux talents canadiens et pour promouvoir des expériences rassembleuses et pertinentes à l'échelle nationale.

Le 4 novembre, l'honorable Mélanie Joly a été nommée ministre du Patrimoine canadien. Nous sommes très encouragés par la volonté du nouveau gouvernement de soutenir la culture canadienne, ainsi que par son engagement à réinvestir dans le radiodiffuseur public et par le fait qu'il reconnaît CBC/Radio-Canada comme institution nationale vitale qui rassemble les citoyens. Les Canadiens à travers le pays sont très attachés à leur radiodiffuseur public et au rôle qu'il joue dans leur vie quotidienne. Vous pouvez prendre connaissance de la déclaration complète du président-directeur général [ici](#).



Assemblée générale annuelle 2015, CBC/Radio-Canada

1. LE POINT SUR LE RENDEMENT

Notre nouveau cadre de mesure du rendement, qui a été mis en œuvre dans le cadre du nouveau plan stratégique *Un espace pour nous tous (Stratégie 2020)*, repose sur trois bulletins de rendement distincts portant sur :

1. le mandat et la vision (indicateurs stratégiques);
2. la *Stratégie 2020* (indicateurs stratégiques); et
3. les bulletins de rendement des composantes médias (indicateurs opérationnels).

1.1 INDICATEURS STRATÉGIQUES

ÉVALUATION DE NOS SUCCÈS

L'établissement d'indicateurs permettant de suivre et d'évaluer notre rendement est essentiel pour démontrer notre responsabilité envers les Canadiens à titre de radiodiffuseur public national du Canada. Pour soutenir *2015 : Partout, Pour tous (Stratégie 2015)*, nous avons mis au point un sondage représentatif de la population afin d'établir dans quelle mesure les Canadiens jugeaient que nos services étaient conformes au mandat de la Société en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion de 1991* (bulletin de rendement sur le mandat et la vision). Cet outil sera repris dans la stratégie *Un espace pour nous tous (Stratégie 2020)*, à raison de deux consultations par an. Les résultats sont présentés au Conseil d'administration en janvier et en juin, puis publiés sur le site institutionnel de la Société.

Nous innovons cette année avec un bulletin servant à mesurer l'atteinte des objectifs généraux sous-tendant notre nouveau plan stratégique. Ce bulletin sur mesure intitulé *Stratégie 2020* renferme dix indicateurs de base couvrant nos auditoires, notre infrastructure, nos personnes et nos finances. Il mesurera les progrès réalisés à l'égard des objectifs à long terme jusqu'en 2020 et des cibles annuelles intermédiaires en commençant par 2015-2016. Le bulletin, qui est reproduit ci-dessous, a reçu l'approbation du Conseil en mars 2015. La toute première édition sera publiée à la fin novembre sur le site institutionnel de la Société après l'approbation des résultats par le Conseil.

BULLETIN DE RENDEMENT – STRATÉGIE 2020

INDICATEUR	TYPE DE DONNÉES	PROVENANCE DES DONNÉES
Auditoire/marché		
1. CBC/Radio-Canada est très importante pour moi personnellement	Perception	Sondage indépendant
2. La programmation offerte par CBC/Radio-Canada reflète une diversité d'opinions et une couverture objective	Perception	Sondage indépendant
3. Portée numérique de CBC/Radio-Canada	Cotes d'écoute	comScore
4. Nombre d'interactions numériques avec CBC/Radio-Canada tous les mois	Cotes d'écoute	comScore
5. Temps total passé avec CBC/Radio-Canada	Cotes d'écoute	Numeris et données du serveur interne
Infrastructure		
6. Diminution de l'empreinte immobilière	Rapport	Données internes
Personnes		
7. Mobilisation des employées	Perception	Sondage indépendant
8. Diversité des employés	Rapport	Données internes
Finances		
9. Cible de réduction des coûts atteinte	Finances	Données internes
10. Cible du fonds d'investissement atteinte	Finances	Données internes

MESURE DU CONTENU CANADIEN

Le CRTC dicte le cadre réglementaire en matière de contenu canadien à la télévision. Ainsi, les conditions de licence d'ICI Radio-Canada Télé et de CBC Television requièrent la diffusion d'un minimum de 75 % de contenu canadien durant l'ensemble de la journée de radiodiffusion. Durant les heures de grande écoute, le minimum passe à 80 %. Ces deux mesures sont des moyennes calculées sur toute l'année de radiodiffusion, soit du 1^{er} septembre au 31 août. Comme l'indique le tableau ci-dessous, pour les deux dernières années de radiodiffusion, ICI Radio-Canada Télé et CBC Television ont dépassé les conditions de licence fixées par le CRTC en matière de contenu canadien, que ce soit pour l'ensemble de la journée de radiodiffusion ou aux heures de grande écoute.

Contenu canadien		Conditions de licence annuelles	Résultats 1 ^{er} sept. 2014 au 31 août 2015	Résultats 1 ^{er} sept. 2013 au 31 août 2014
ICI Radio-Canada Télé				
Journée de radiodiffusion	(lundi au dimanche, 6 h à minuit)	75 %	82 %	89 %
Heures de grande écoute	(lundi au dimanche, 19 h à 23 h)	80 %	91 %	90 %
CBC Television				
Journée de radiodiffusion	(lundi au dimanche, 6 h à minuit)	75 %	92 %	94 %
Heures de grande écoute	(lundi au dimanche, 19 h à 23 h)	80 %	87 %	91 %



Mesure du contenu canadien, CBC/Radio-Canada

1.2 INDICATEURS OPÉRATIONNELS

Outre le suivi des progrès dans la réalisation générale de la *Stratégie 2020*, voir plus haut la section 1.1, nous avons mis au point des indicateurs de rendement clés (IRC) pour nos services. Ces indicateurs sont cruciaux pour mesurer les progrès accomplis dans la réalisation de nos objectifs stratégiques et de nos plans opérationnels. Nous fixons nos cibles tous les ans dans le cadre des plans de gestion des composantes médias. Les bulletins de rendement des composantes médias tiennent compte de la part d'auditoire, du nombre de visiteurs sur nos sites web, du nombre d'abonnés à nos services et des revenus réalisés.

Le présent rapport trimestriel comprend une liste partielle des IRC, car la majorité des principaux indicateurs étant évalués à partir de septembre, les résultats de CBC Television, CBC Radio, ICI Radio-Canada Télé, ICI Radio-Canada Première et ICI Musique ne sont pas disponibles avant la publication du rapport du troisième trimestre.

SERVICES ANGLAIS

Voici les faits saillants du rendement des Services anglais à la fin du deuxième trimestre :

- ▶ La part d'auditoire obtenue par CBC News Network a encore une fois dépassé la cible annuelle et la part enregistrée pour la même période de l'exercice précédent. L'événement le plus important dans l'actualité ce trimestre a été la campagne électorale fédérale, qui a entraîné de fortes cotes d'écoute sur cette chaîne (comme pour l'ensemble des émissions de nouvelles canadiennes).
- ▶ Les abonnements à CBC News Network atteignent toujours la cible établie, alors que les abonnements à *documentary* ont légèrement diminué. En règle générale, ces données s'expliquent par le phénomène du « désabonnement », dont on commence à observer les effets dans l'industrie. Comme nous l'avons souligné précédemment, ce phénomène, combiné aux répercussions des changements réglementaires récents, devrait s'accroître plus tard cette année.
- ▶ Les pages nationales et régionales du site CBC.ca ont continué d'attirer un nombre moyen de visiteurs uniques élevé comparativement à la cible établie et à l'exercice précédent, en partie grâce à la popularité de la couverture des élections. À la lumière du rendement actuel, nous devrions satisfaire aux attentes annuelles.
- ▶ Les revenus totaux ont diminué par rapport à la même période de l'exercice précédent en raison de l'absence des revenus publicitaires associés au hockey de la LNH. Toutefois, malgré le ralentissement du marché publicitaire et le léger recul des droits d'abonnement, nos revenus globaux devraient atteindre ou dépasser la cible établie. D'autres sources de revenus, comme ceux provenant des services de diffuseur hôte pour les Jeux panaméricains et des produits numériques en souscription, contribuent à ces résultats.

	Cibles 2015-2016	1 ^{er} avril au 30 septembre 2015	Résultats 2014-2015	1 ^{er} avril au 30 septembre 2015
Télévision				
CBC News Network				
Part d'auditoire de la journée complète, avril à mars ¹	1,4 %	1,7 %	1,5 %	1,5 %
Service régional				
Contenu régional				
Moyenne mensuelle, visiteurs uniques, avril à mars ²	4,2 millions	4,1 millions	4,0 millions	3,9 millions
Numérique				
CBC.ca				
Moyenne mensuelle, visiteurs uniques, avril à mars ²	11,2 millions	11,4 millions	10,6 millions	7,1 millions
Chaînes de télévision spécialisées				
CBC News Network				
Abonnés	11,2 millions	11,2 millions	11,2 millions	11,4 millions
<i>documentary</i>				
Abonnés	2,7 millions	2,6 millions	2,7 millions	2,7 millions
Revenus³				
Services généralistes, spécialisés et en ligne	246 millions \$	135 millions \$	321 millions \$	194 millions \$

¹Source : Numeris (Sondages BBM), audimètres portables, personnes de 2 ans et plus.

²Source : comScore Media Metrix, mesure sur ordinateur, personnes de 2 ans et plus (contenu régional : mesure sur ordinateur uniquement/CBC.ca : mesure multiplateforme). Avant 2015-2016, la mesure pour le site de CBC.ca incluait uniquement les visiteurs uniques utilisant un ordinateur. Elle inclut désormais les visiteurs utilisant des appareils mobiles.

³Comprend les revenus publicitaires, les revenus d'abonnement et les revenus divers (p. ex., distribution de contenus). Les revenus de la chaîne *documentary* sont intégrés à 100 %, même si CBC/Radio-Canada ne détient qu'une part de 82 % dans la chaîne. Ne comprend pas les revenus provenant de l'entente avec Rogers Communications Inc. qui prévoit la poursuite de la diffusion des matchs de hockey du samedi soir et des séries éliminatoires à *Hockey Night in Canada*. Avant 2015-2016, les revenus comprenaient également ceux tirés du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale, un fonds créé par le CRTC pour soutenir la programmation locale et qui a été éliminé le 31 août 2014.

SERVICES FRANÇAIS

Voici les faits saillants du rendement des Services français au deuxième trimestre :

- ▶ La part d'auditoire combinée des chaînes spécialisées a presque atteint la cible établie. Cette amélioration est due à une augmentation des cotes d'écoute d'ICI RDI attribuable à sa couverture spéciale de la campagne électorale fédérale. En outre, ICI EXPLORA a haussé sa part d'auditoire grâce à une période de débrouillage, du 15 août au 15 septembre, qui visait à encourager la croissance continue de la chaîne.
- ▶ Le nombre moyen de visiteurs uniques est actuellement en deçà de la cible annuelle pour les sites web de Radio-Canada et les pages régionales d'ICI Radio-Canada.ca. Cela dit, ces résultats sont conformes à nos attentes à l'heure actuelle. Nous nous attendons à ce que notre couverture numérique bonifiée de la soirée électorale du 19 octobre ait un effet positif sur notre rendement au troisième trimestre.
- ▶ Profitant de l'effet de la période de débrouillage ce trimestre, ICI EXPLORA s'attend à dépasser le nombre d'abonnements fixé pour l'année. Ce rendement est positif étant donné les pressions qui s'exercent actuellement sur le marché, comme le phénomène du débranchement qui vient gruger les abonnements à ICI RDI et à ICI ARTV. Pour en savoir plus, consultez la section *Analyse des Résultats*.
- ▶ Nos revenus publicitaires provenant de la télévision généraliste continuent d'être affectés par l'affaiblissement du marché publicitaire. Pour cette raison, nos revenus autogénérés sont actuellement en deçà de la cible.

	Cibles 2015-2016	1 ^{er} avril au 30 septembre 2015	Résultats 2014-2015	1 ^{er} avril au 30 septembre 2014
Télévision				
ICI RDI, ICI ARTV, ICI EXPLORA				
Part d'auditoire de la journée complète, avril à mars ¹	4,7 %	4,6 %	4,8 %	5,0 %
Service régional				
Pages web régionales				
Moyenne mensuelle, visiteurs uniques, avril à mars ²	0,758 million	0,691 million	0,722 million	0,680 million
Numérique				
ICI.Radio-Canada.ca, ICI.Tou.tv, ICIMusique.ca, RCInet.ca, ICI.ARTV.ca et ICI.EXPLORAtv.ca				
Moyenne mensuelle, visiteurs uniques, avril à mars ²	2,8 millions	2,6 millions	1,9 million	1,8 million
Chaînes de télévision spécialisées				
ICI RDI				
Abonnés	11,1 millions	10,9 millions	10,8 millions	11,2 millions
ICI ARTV				
Abonnés	1,8 million	1,8 million	1,8 million	2,0 millions
ICI EXPLORA				
Abonnés	0,8 million	0,7 million	0,6 million	0,5 million
Revenus³				
Services généralistes, spécialisés et en ligne	227,1 millions \$	97,5 millions \$	233,8 millions \$	113,2 millions \$

¹Source : Numeris (Sondages BBM), audimètres portables, francophones du Québec, âgés de 2 ans et plus. Avant 2015-2016, la part d'auditoire des chaînes spécialisées incluait uniquement les francophones du Québec abonnés à un service de télédistribution de télévision et âgés de 2 ans et plus.

²Source : comScore Media Metrix, visiteurs uniques de 2 ans et plus (contenu régional : mesure sur ordinateur uniquement/offre numérique de Radio-Canada : mesure multiplateforme). Avant 2015-2016, la mesure pour les sites de Radio-Canada incluait uniquement les visiteurs uniques utilisant un ordinateur. Elle inclut désormais les visiteurs utilisant des appareils mobiles.

³Comprend les revenus publicitaires, les revenus d'abonnement et les revenus divers (p. ex., distribution de contenus). Les revenus d'ARTV sont intégrés à 100 %, même si CBC/Radio-Canada ne détenait qu'une part de 85 % dans la chaîne avant le 31 mars 2015. Depuis lors, Radio-Canada est l'unique propriétaire d'ARTV. Avant 2015-2016, les revenus comprenaient également ceux tirés du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale, un fonds créé par le CRTC pour soutenir la programmation locale et qui a été éliminé le 31 août 2014.

2. ANALYSE DES RÉSULTATS

2.1 RÉSULTAT EN IFRS ET RÉSULTAT D'EXPLOITATION SUR UNE BASE COURANTE

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 30 septembre			Pour les six mois terminés le 30 septembre		
	2015	2014	Écart en %	2015	2014	Écart en %
Revenus	142 357	138 129	3,1	260 878	330 721	(21,1)
Dépenses	(373 958)	(362 923)	3,0	(738 766)	(832 444)	(11,3)
Financement public	242 790	128 177	89,4	411 953	375 932	9,6
Résultat avant éléments hors exploitation	11 189	(96 617)	111,6	(65 935)	(125 791)	47,6
Éléments hors exploitation	1 105	43 410	(97,5)	2 175	39 015	(94,4)
Résultat net de la période en IFRS	12 294	(53 207)	123,1	(63 760)	(86 776)	26,5
Résultat d'exploitation sur une base courante¹	18 259	(55 536)	132,9	(34 392)	(67 352)	48,9

¹Le résultat d'exploitation sur une base courante n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Un rapprochement du résultat net avec le résultat d'exploitation sur une base courante est présenté ci-dessous.

Le résultat net du trimestre équivaut à un gain de 12,3 millions de dollars, comparativement à une perte de 53,2 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent, puisque nous avons prélevé une somme plus élevée sur notre financement public pour répondre aux besoins en fonds de roulement. Depuis le début de l'exercice, le résultat net correspond à une perte de 63,8 millions de dollars contre une perte de 86,8 millions de dollars pour la même période l'an dernier, l'écart tenant à une différence temporaire dans la comptabilisation en résultat du financement public ainsi qu'à une baisse des dépenses d'exploitation beaucoup plus forte que la diminution des revenus. Le résultat net comprend des éléments qui ne nécessitent pas d'apport en fonds d'exploitation ou qui ne contribuent pas aux fonds d'exploitation dans la période considérée, comme il est expliqué plus en détail ci-après.

RAPPROCHEMENT DU RÉSULTAT NET EN IFRS AVEC LE RÉSULTAT D'EXPLOITATION SUR UNE BASE COURANTE

CBC/Radio-Canada définit le résultat d'exploitation sur une base courante comme le résultat net en IFRS diminué des ajustements pour les dépenses qui n'exigent pas le décaissement de fonds d'exploitation sur une période d'un an et des ajustements pour les revenus qui ne génèrent pas de fonds d'exploitation sur une période d'un an. La direction se sert de cette mesure régulièrement pour suivre la performance de la Société et pour tenir le budget de la Société en équilibre constant avec les crédits parlementaires. Nous considérons qu'elle constitue une information complémentaire utile pour les lecteurs de nos rapports financiers, même s'il est vrai qu'elle n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et qu'il est peu probable qu'elle puisse être comparée avec les mesures présentées par d'autres entreprises.

Un ajustement est effectué pour éliminer les dépenses sans effet sur la trésorerie au titre des régimes de retraite et des autres avantages du personnel postérieurs à l'emploi, qui représentent l'excédent des dépenses calculées selon les IFRS sur les cotisations monétaires réelles de l'exercice. Des ajustements concernent également d'autres éléments hors trésorerie, comme l'amortissement et la mise hors service d'immobilisations corporelles; l'amortissement du financement des immobilisations différé; et les congés annuels non budgétaires. D'autres postes moins significatifs principalement reliés aux avantages du personnel, auxquels des fonds ne sont pas affectés ou qui ne génèrent pas de fonds dans la période considérée, sont ajustés aux fins du rapprochement du résultat net avec le résultat d'exploitation sur une base courante.

Le résultat d'exploitation sur une base courante s'est élevé à 18,3 millions de dollars dans le trimestre considéré, soit 73,8 millions de dollars de plus qu'à la même période l'an dernier. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation du financement public comptabilisé en résultat au cours du trimestre, nos besoins en fonds de roulement ayant été supérieurs à ceux de l'an dernier alors que nous avons vendu une partie de nos titres de capitaux propres dans Sirius XM Canada Holdings (SiriusXM). La perte comptabilisée l'an passé au titre du résultat d'exploitation sur une base courante depuis le début de l'exercice résultait principalement des différences temporelles dans la comptabilisation du financement public en revenu. Cette année, la perte constatée depuis le début de l'exercice reflète des investissements additionnels dans nos priorités stratégiques.

(en milliers de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre			Pour les six mois terminés le 30 septembre		
	2015	2014	Écart en %	2015	2014	Écart en %
Résultat net de la période en IFRS	12 294	(53 207)	123,1	(63 760)	(86 776)	26,5
Éléments ne contribuant pas aux fonds d'exploitation ou ne nécessitant pas d'apport en fonds d'exploitation						
Avantages du personnel	17 786	11 484	54,9	35 674	23 883	49,4
Amortissement et coûts de mise hors service, déduction faite de l'amortissement du financement des immobilisations différé	5 440	6 045	(10,0)	10 534	11 122	(5,3)
Autres provisions pour des éléments hors trésorerie	(17 261)	(19 858)	13,1	(16 840)	(15 581)	(8,1)
Résultat d'exploitation sur une base courante	18 259	(55 536)	132,9	(34 392)	(67 352)	48,9

REVENUS

(en milliers de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre			Pour les six mois terminés le 30 septembre		
	2015	2014	Écart en %	2015	2014	Écart en %
Revenus publicitaires						
Services anglais	29 980	36 789	(18,5)	56 668	127 601	(55,6)
Services français	25 131	27 829	(9,7)	55 441	64 573	(14,1)
	55 111	64 618	(14,7)	112 109	192 174	(41,7)
Revenus d'abonnement						
Services anglais	18 520	18 829	(1,6)	36 917	37 579	(1,8)
Services français	15 461	14 818	4,3	30 381	29 949	1,4
	33 981	33 647	1,0	67 298	67 528	(0,3)
Revenus financiers et autres revenus						
Services anglais	37 001	17 737	108,6	50 027	31 144	60,6
Services français	6 434	9 672	(33,5)	11 181	17 034	(34,4)
Services institutionnels	9 830	12 455	(21,1)	20 263	22 841	(11,3)
	53 265	39 864	33,6	81 471	71 019	14,7
TOTAL	142 357	138 129	3,1	260 878	330 721	(21,1)

REVENUS PUBLICITAIRES

Les revenus publicitaires ont diminué de 9,5 millions de dollars (14,7 %) dans le trimestre considéré, et de 80,1 millions de dollars (41,7 %) depuis le début de l'exercice, en raison des facteurs suivants :

Événements : La baisse des revenus publicitaires trimestriels est attribuable au changement dans les grands événements sportifs couverts au cours de l'exercice. Au deuxième trimestre, nous avons tiré des revenus publicitaires de la diffusion des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto. Cependant, ces revenus ont été inférieurs à ceux qu'a générés, l'an dernier, notre couverture de la Coupe du Monde de la FIFA, Brésil 2014.

Depuis le début de l'exercice, les revenus publicitaires affichent une baisse de 80,1 millions de dollars (41,7 %), dont le changement dans les grands événements sportifs couverts est aussi responsable. Rogers ayant acquis en juin 2014 les droits de diffusion des matchs de la LNH, nous n'avons tiré aucun revenu de la diffusion des séries éliminatoires au premier trimestre de l'exercice. Les résultats de l'an passé des Services anglais et français comprenaient également les revenus publicitaires associés à la Coupe du Monde de la FIFA, Brésil 2014 diffusée en juin et juillet. Toutefois, la couverture des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto cet été a permis un certain rattrapage.

Activités courantes : Nos revenus publicitaires du trimestre et depuis le début de l'exercice continuent de souffrir de l'affaiblissement persistant du marché publicitaire. Selon le rapport de septembre 2015 du Bureau de la télévision du Canada (BTC), les dépenses publicitaires totales à la télévision canadienne ont diminué de 7,3 % entre septembre 2014 et août 2015, comparativement à la même période du dernier exercice. Ce trimestre, nous avons été affectés par des baisses similaires de nos revenus publicitaires à la télévision générés par nos activités courantes, les Services français et anglais ayant tous deux été touchés par la tendance à la baisse du secteur. Nous surveillons étroitement les développements qui pourraient avoir des répercussions sur notre secteur d'activité en général pendant l'exercice en cours. Par contre, la croissance des revenus publicitaires de nos services numériques, sous l'impulsion de notre expansion numérique en lien avec *Un espace pour nous tous (Stratégie 2020)*, compense quelque peu cette variation.

REVENUS D'ABONNEMENT

Au deuxième trimestre, les revenus d'abonnement ont enregistré une légère hausse de 0,3 million de dollars (1,0 %) comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation des revenus d'abonnement d'ICI EXPLORA. La croissance d'ICI EXPLORA contraste avec les résultats du secteur de la télévision spécialisée, handicapé par la tendance au désabonnement. De fait, l'amélioration enregistrée par ICI EXPLORA a été compensée en partie par une légère diminution du nombre d'abonnés de CBC News Network.

Depuis le début de l'exercice, la baisse de 0,2 million de dollars (0,3 %) des revenus d'abonnement tient surtout à un léger recul du côté d'ICI ARTV, qui a été compensé en partie par la bonne performance d'ICI EXPLORA.

REVENUS FINANCIERS ET AUTRES REVENUS

Les revenus financiers et autres revenus ont progressé de 13,4 millions de dollars (33,6 %) dans le trimestre considéré, et de 10,5 millions de dollars (14,7 %) depuis le début de l'exercice, en raison des facteurs suivants :

Événements : La hausse des autres revenus, tant pour le trimestre considéré que depuis le début de l'exercice, est due aux activités des Services anglais en lien avec la présentation, en tant que diffuseur hôte, des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto. Cette hausse a toutefois été compensée en partie par une diminution des revenus des Services anglais et français, qui s'explique par l'absence de la contribution du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale, éliminé en 2014, et par la non-récurrence des revenus au titre des droits numériques générés par la Coupe du Monde de la FIFA, Brésil 2014, et des revenus provenant des services de diffuseur hôte de la Coupe du Monde féminine U-20 de la FIFA.

Activités courantes : La baisse des autres revenus des services institutionnels est attribuable au paiement de droits de retransmission obtenus l'an dernier et à un changement dans la perception des impôts municipaux auprès des locataires de notre immeuble de Toronto.

DÉPENSES D'EXPLOITATION

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre			Pour les six mois terminés le 30 septembre		
	2015	2014	Écart en %	2015	2014	Écart en %
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>						
Coûts des services de télévision, de radio et de services numériques						
Services anglais	196 968	184 651	6,7	383 139	467 911	(18,1)
Services français	152 004	151 712	0,2	304 426	321 308	(5,3)
	348 972	336 363	3,7	687 565	789 219	(12,9)
Autres dépenses d'exploitation						
Transmission, distribution et collecte	17 021	17 508	(2,8)	34 059	34 022	0,1
Administration nationale	2 190	2 462	(11,0)	4 715	5 072	(7,0)
Paiements aux stations privées	343	605	(43,3)	934	1 198	(22,0)
Charges financières	6 803	7 860	(13,4)	14 235	15 274	(6,8)
Quote-part du résultat de l'entreprise associée	(1 371)	(1 875)	26,9	(2 742)	(12 341)	77,8
TOTAL	373 958	362 923	3,0	738 766	832 444	(11,3)

COÛTS DES SERVICES DE TÉLÉVISION, DE RADIO ET DES SERVICES NUMÉRIQUES

Les coûts rattachés aux services de télévision et de radio ainsi qu'aux services numériques ont augmenté de 12,6 millions de dollars (3,7 %) dans le trimestre considéré, mais diminué de 101,7 millions de dollars (12,9 %) depuis le début de l'exercice. Cette variation de nos dépenses est principalement le reflet de la diffusion, cette année ou l'année dernière, de grands événements, comme suit :

Événements : Dans le trimestre considéré, la couverture, en juillet et en août, des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto a été le principal facteur de la hausse de 12,3 millions de dollars (6,7 %) des dépenses des Services anglais; en contrepartie, les dépenses des Services français sont demeurées stables. L'augmentation des coûts des services de télévision, de radio et des services numériques dans leur ensemble a été compensée en partie par l'absence de coûts associés à la diffusion, en juin et juillet de l'an dernier, de la Coupe du Monde de la FIFA, Brésil 2014, lesquels avaient été majoritairement comptabilisés au premier trimestre de 2014-2015.

Depuis le début de l'exercice, les Services anglais ont comptabilisé des coûts plus élevés au titre de la production des séries éliminatoires de hockey l'an dernier et de l'acquisition des droits de diffusion s'y rapportant. Ces coûts ne se sont pas répétés en 2015-2016, le contrat avec la LNH s'étant terminé à la fin de juin 2014. La baisse des dépenses des Services anglais pour l'exercice à ce jour a été compensée en partie par les coûts additionnels comptabilisés en vertu de la nouvelle entente conclue avec Rogers pour continuer à diffuser l'émission *Hockey Night in Canada*.

Activités courantes : Dans le trimestre considéré et depuis le début de l'exercice, les dépenses globales ont reculé sous l'impulsion de nos initiatives d'économie continues. En outre, le premier semestre de l'année passée comprenait des dépenses de restructuration de 27 millions de dollars engagées pour apporter des changements visant à réduire davantage nos coûts d'exploitation permanents.

AUTRES DÉPENSES D'EXPLOITATION

Depuis le début de l'exercice, la baisse de la quote-part du résultat de l'entreprise associée est principalement attribuable à un dividende spécial de 10,4 millions de dollars reçu l'an dernier pour les titres de capitaux propres détenus dans Sirius XM Canada Holdings Inc (SiriusXM).

FINANCEMENT PUBLIC

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre			Pour les six mois terminés le 30 septembre		
	2015	2014	Écart en %	2015	2014	Écart en %
(en milliers de dollars canadiens)						
Crédit parlementaire pour les activités d'exploitation	218 042	102 000	113,8	362 042	322 036	12,4
Crédit parlementaire pour le fonds de roulement	1 000	1 000	-	2 000	2 000	-
Amortissement du financement des immobilisations différé	23 748	25 177	(5,7)	47 911	51 896	(7,7)
TOTAL	242 790	128 177	89,4	411 953	375 932	9,6

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2015-2016, le crédit parlementaire pour les activités d'exploitation est supérieur de respectivement 116,0 millions de dollars (113,8 %) et 40,0 millions de dollars (12,4 %), par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Par conséquent, le financement public comptabilisé en résultat est aussi plus élevé. Les crédits parlementaires sont comptabilisés en fonction des besoins en fonds de roulement, compte tenu des revenus et des dépenses budgétés pour la période. Au deuxième trimestre de l'exercice précédent, les besoins en fonds de roulement étaient inférieurs du fait de la vente d'une partie de nos titres de capitaux propres dans SiriusXM, ce qui explique l'augmentation d'un exercice à l'autre.

Nous prévoyons donc recevoir le même montant en crédits parlementaires en 2015-2016 qu'en 2014-2015.

Le financement des immobilisations est comptabilisé à titre de financement des immobilisations différé. Il est amorti et comptabilisé comme revenu sur les mêmes périodes que celles où les immobilisations corporelles et incorporelles sont utilisées dans le cadre des activités de CBC/Radio-Canada.

ÉLÉMENTS HORS EXPLOITATION

(en milliers de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre			Pour les six mois terminés le 30 septembre		
	2015	2014	Écart en %	2015	2014	Écart en %
Gain sur la vente d'actions	-	33 548	(100,0)	-	33 548	(100,0)
Gain sur la sortie d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 105	9 862	(88,8)	2 175	5 467	(60,2)
TOTAL	1 105	43 410	(97,5)	2 175	39 015	(94,4)

Des gains de 1,1 million de dollars ont été comptabilisés au titre des éléments hors exploitation dans le trimestre considéré. Ceux-ci provenaient principalement d'une augmentation du produit de l'assurance reçu pour un car de reportage incendié l'an dernier. Depuis le début de l'exercice, ce produit de l'assurance et la sortie d'actifs des Productions mobiles ont donné lieu à la comptabilisation d'un gain de 2,2 millions de dollars au titre des éléments hors exploitation. L'an dernier, ce poste affichait un gain de 39,0 millions de dollars en raison de la vente d'une partie des titres de capitaux propres détenus dans SiriusXM.

2.2 TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre			Pour les six mois terminés le 30 septembre		
	2015	2014	Écart en %	2015	2014	Écart en %
Résultat net de la période	12 294	(53 207)	123,1	(63 760)	(86 776)	26,5
Autres éléments du résultat global						
Réévaluations des régimes de retraite à prestations définies	(46 252)	113 988	N. S.	135 253	57 915	N. S.
Total du résultat global de la période	(33 958)	60 781	N. S.	71 493	(28 861)	N. S.

N. S. non significatif

Une perte de 34,0 millions de dollars a été comptabilisée au titre du total du résultat global dans le trimestre considéré, comparativement à un gain de 60,8 millions de dollars à la même période l'an dernier. Outre le résultat net, le total du résultat global comprend des réévaluations de nos régimes de retraite. D'importantes variations hors trésorerie des obligations et des actifs de notre régime de retraite quand les résultats réels ou les taux d'intérêt diffèrent des hypothèses actuarielles sont à l'origine de ces réévaluations. Les variations sont comptabilisées immédiatement en autres éléments du résultat global dans chaque période de présentation de l'information financière.

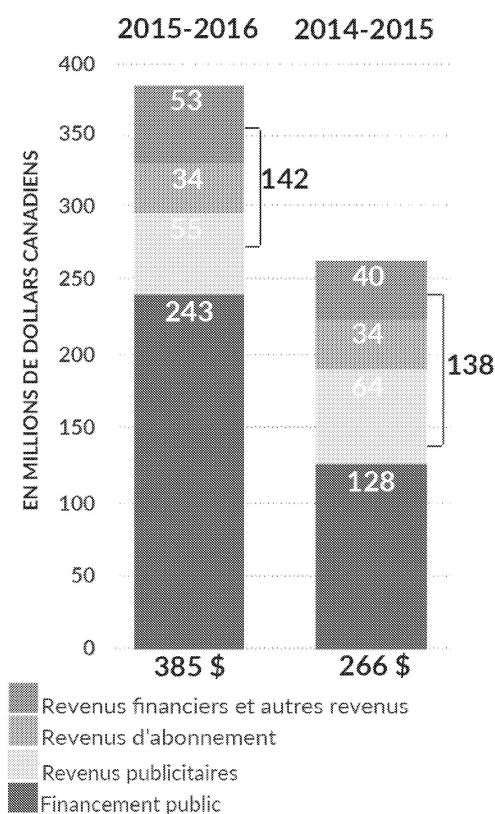
La perte de 46,3 millions de dollars comptabilisée au titre des autres éléments du résultat global dans le trimestre considéré s'explique par l'écart défavorable entre le rendement réel et le rendement hypothétique des actifs du régime.

3. RESSOURCES EN CAPITAL, SITUATION FINANCIÈRE ET LIQUIDITÉS

3.1 RESSOURCES EN CAPITAL

Nous disposons de quatre sources de financement direct : les crédits parlementaires pour les activités d'exploitation et les dépenses en immobilisations, les revenus publicitaires, les revenus d'abonnement, et les revenus financiers et autres revenus. Le Rapport annuel 2014-2015 renferme de plus amples renseignements sur ces sources.

RÉSUMÉ TRIMESTRIEL DES REVENUS ET AUTRES SOURCES DE FINANCEMENT



Revenus financiers et autres revenus (14 % des sources de financement en 2015-2016) : comprennent les revenus issus d'activités telles que la location d'actifs immobiliers, la location d'espaces aux sites d'émetteurs, les services de diffuseur hôte, et les contributions du Fonds des médias du Canada et les ventes d'émissions.

Revenus d'abonnement (9 % des sources de financement en 2015-2016) : revenus d'abonnement de nos services spécialisés – CBC News Network, *documentary*, ICI EXPLORA, ICI ARTV, ICI RDI, le nouveau forfait Extra d'ICI Tou.tv et Curio.ca.

Revenus publicitaires (14 % des sources de financement en 2015-2016) : revenus de la vente de publicité sur nos chaînes de télévision généralistes et spécialisées, sur les ondes de CBC Radio 2, d'ICI Musique, et sur d'autres plateformes. La proportion des revenus publicitaires par rapport au total des revenus et des sources de financement a diminué en raison de la fin de notre contrat de diffusion avec la LNH et du marché qui se détourne de plus en plus des plateformes publicitaires traditionnelles.

Financement public (63 % des sources de financement en 2015-2016) : financement public comptabilisé de 242,8 millions de dollars, y compris 23,7 millions de dollars attribuables à l'amortissement du financement des immobilisations différé. Un gel du financement au titre de l'inflation salariale pour l'exercice considéré a été confirmé par le gouvernement dans sa Mise à jour économique de novembre 2013. Cela signifie que toute hausse au titre de l'inflation salariale consentie à nos employés doit être financée par des réductions de coûts dans d'autres secteurs. La direction doit donc dégager chaque année des économies de 14,0 millions de dollars pour accorder des augmentations de salaire de 1,5 % en moyenne.

La section 2, *Analyse des Résultats*, renferme une analyse trimestrielle des variations.

PLAN D'EMPRUNT

Le paragraphe 46.(1) de la *Loi sur la radiodiffusion* accorde à CBC/Radio-Canada le pouvoir de contracter des emprunts ne dépassant pas 220,0 millions de dollars, ou des emprunts de tout montant supérieur autorisés par le Parlement, sous réserve de l'approbation du ministre des Finances. Le paragraphe 54.(3.1) de la *Loi* stipule que notre plan d'emprunt doit être inclus dans notre Plan d'entreprise pour être approuvé par le ministre des Finances.

La confirmation de la capacité d'emprunt annuelle est en suspens actuellement et tout emprunt devra être approuvé individuellement. Les lignes directrices établies par le ministère des Finances limitent nos activités d'emprunt à des initiatives à court terme, avec une période de récupération d'un maximum de six ans. Les emprunts visant à financer le fonds de roulement sont interdits.

En vertu du paragraphe 47.(1) de la *Loi sur la radiodiffusion*, la Société a la qualité de mandataire de Sa Majesté et, de ce fait, jouit des mêmes immunités, privilèges et prérogatives constitutionnels que Sa Majesté (l'État). Sa Majesté, ou l'État, est aussi entièrement responsable de toutes nos actions et décisions lorsque nous exécutons notre mandat, et elle en assume tous les risques financiers. En d'autres mots, les actifs et les passifs de la Société sont les actifs et les passifs de l'État.

3.2 SITUATION FINANCIÈRE ET LIQUIDITÉS

Pour financer nos activités d'exploitation, y compris nos besoins en capitaux afin d'évoluer dans un environnement à forte composante technologique, nous dépendons largement des crédits parlementaires que nous recevons du gouvernement et des revenus que nous tirons de nos activités commerciales. Nos principales sources de liquidités sont les crédits parlementaires qui nous sont versés pour financer nos activités d'exploitation, nos immobilisations et notre fonds de roulement, ainsi que nos revenus autogénérés de provenances diverses, dont la vente de publicité sur l'ensemble de nos plateformes.

Les flux de trésorerie liés à nos activités d'exploitation, d'investissement et de financement pour le deuxième trimestre terminé le 30 septembre 2015 sont résumés dans le tableau suivant. Notre solde de trésorerie s'élevait à 105,5 millions de dollars au 30 septembre 2015, comparativement à 214,9 millions de dollars au 31 mars 2015.

POSITION DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 30 septembre			Pour les six mois terminés le 30 septembre		
	2015	2014	Écart en %	2015	2014	Écart en %
Trésorerie - Début de la période	99 806	136 822	(27,1)	214 884	61 974	246,7
Variations de la période						
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(5 381)	(91 073)	94,1	(95 486)	(18 488)	N. S.
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement	(3 322)	(3 816)	12,9	(28 645)	(29 650)	3,4
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	14 353	50 832	(71,8)	14 703	78 929	(81,4)
Écart net	5 650	(44 057)	112,8	(109 428)	30 791	N. S.
Trésorerie - Fin de la période	105 456	92 765	13,7	105 456	92 765	13,7

N. S. non significatif

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Les activités d'exploitation ont donné lieu à des sorties de trésorerie de 5,4 millions de dollars ce trimestre, comparativement à 91,1 millions de dollars au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Les activités d'exploitation ont donné lieu, au deuxième trimestre de l'exercice en cours, à des sorties nettes de trésorerie moins élevées en raison de la comptabilisation en résultat des prélèvements supplémentaires effectués sur le crédit parlementaire. Depuis le début de l'exercice, les activités d'exploitation ont donné lieu à des sorties de 95,5 millions de dollars, comparativement à 18,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cet écart est principalement attribuable au moment où les prélèvements sur le crédit parlementaire ont été effectués et à des variations normales du fonds de roulement.

FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les activités de financement ont donné lieu à des sorties de trésorerie comparables à celles des mêmes périodes l'an dernier. Ces sorties, évaluées à 3,3 millions de dollars au deuxième trimestre et à 28,6 millions de dollars depuis le début de l'exercice, ont trait à des paiements effectués à des titres variés : intérêts, remboursements semestriels des obligations émises pour le Centre canadien de radiodiffusion de Toronto, effets à payer et obligation au titre d'un contrat de location-financement.

FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les activités d'investissement ont donné lieu à des flux de trésorerie moindres dans le trimestre considéré, comparativement aux 50,8 millions de dollars comptabilisés à la même période au cours de l'exercice précédent. Cet écart est principalement attribuable à la réception, au dernier exercice, du produit net de la vente d'une partie des actions détenues dans SiriusXM, soit 33,5 millions de dollars. Depuis le début de l'exercice, nous avons également reçu plus de dividendes sur notre participation dans SiriusXM au dernier exercice, du fait du dividende spécial de 10,4 millions de dollars distribué au premier trimestre de 2014-2015.

4. LE POINT SUR LES PERSPECTIVES ET LES RISQUES

CBC/Radio-Canada s'expose à un ensemble de risques inhérents à ses activités et à l'environnement dans lequel elle évolue. Les principaux risques auxquels la Société est exposée et les stratégies d'atténuation déployées en conséquence sont examinés de manière approfondie dans son Rapport annuel 2014-2015. Outre les points décrits ci-dessous, notre profil de risque n'a subi aucun changement important depuis la fin de l'exercice précédent.

FINANCEMENT PUBLIC

Nous sommes très encouragés par la volonté du nouveau gouvernement de soutenir la culture canadienne ainsi que par son engagement à réinvestir dans le radiodiffuseur public et par le fait qu'il reconnaît CBC/Radio-Canada comme institution nationale vitale qui rassemble les citoyens. Nous nous attendons à ce que l'étendue et l'échéancier du financement supplémentaire, si disponible, soient annoncés lors du discours du Trône le 4 décembre 2015, ou lors de la présentation à venir du premier budget.

DÉFIS DE NOTRE INDUSTRIE : L'AFFAIBLISSEMENT DU MARCHÉ DE LA PUBLICITÉ ET LES CHANGEMENTS DU CADRE RÉGLEMENTAIRE

Comme nous le précisons dans notre Rapport annuel 2014-2015, les revenus de la Société sont menacés par l'affaiblissement du marché publicitaire dans toute l'industrie et par l'exode des revenus publicitaires vers les plateformes numériques au détriment des services de télévision traditionnels. Selon le rapport de septembre 2015 du Bureau de la télévision du Canada (BTC), entre septembre 2014 et août 2015, les dépenses publicitaires totales à la télévision canadienne ont diminué de 7,3 % comparativement à la même période du dernier exercice. Les aspects de ce déclin les plus significatifs pour nous sont les baisses de revenus sur les marchés francophone et anglophone (respectivement de - 6,5 % et de - 7,5 %), ainsi que la baisse observée sur le marché de la télévision généraliste (- 11,2 %) et celui des services spécialisés (- 1,3 %). En août, une croissance annuelle des revenus publicitaires de 1,6 % a été enregistrée par rapport à l'exercice précédent, en dépit de la tendance générale à la baisse des revenus publicitaires observée depuis 12 mois. Nous suivons la situation de près, car nous pensons que le marché de la publicité demeurera en difficulté jusqu'à la fin de l'exercice.

En plus de ces difficultés, nous continuons de surveiller et d'évaluer l'effet sur l'industrie de la télévision au Canada des récentes décisions prises par le CRTC à l'issue de la consultation *Parlons télé*, qui sont résumées dans notre rapport annuel. À terme, ces décisions réglementaires pourraient avoir des répercussions négatives sur les revenus de nos services spécialisés. Nous sommes en voie d'élaborer des plans afin d'atténuer tous les effets négatifs sur les revenus et la distribution des services spécialisés, y compris la négociation de la distribution de nos services spécialisés avec nos partenaires d'entreprises de distribution de radiodiffusion.

Le 14 septembre 2015, le CRTC a entrepris une révision du cadre de politique relatif à la programmation télévisuelle locale et communautaire. Cette révision s'appuie sur les décisions prises au cours de l'instance *Parlons télé*. Le Conseil examinera les enjeux liés au financement de la programmation locale, ainsi qu'aux politiques et à la réglementation à cet égard. Aucun nouveau financement ne sera accordé, mais les fonds actuellement disponibles pourraient être réattribués à des programmes visant à renforcer la programmation locale. Étant donné l'importance de cette instance pour CBC/Radio-Canada, nous avons l'intention de soumettre des observations par écrit et de comparaître à l'audience publique en janvier 2016.

Le 9 septembre 2015, le Fonds des médias du Canada (FMC) a amorcé des consultations publiques pancanadiennes sur son avenir. Dans le cadre de ces consultations publiques, le FMC a expliqué comment il souhaitait modifier ses programmes afin d'accorder la priorité au contenu novateur, au contenu phare et au soutien aux producteurs indépendants. Selon la stratégie proposée, une partie des fonds que le FMC attribue à des télédiffuseurs comme CBC/Radio-Canada serait réaffectée à des créateurs et des distributeurs de contenu numérique, à des producteurs indépendants et à des entreprises médiatiques intégrées verticalement. CBC/Radio-Canada a exprimé sa position sur ces enjeux lors du processus de consultation.

5. PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

5.1 NORMES COMPTABLES FUTURES

Des informations relatives aux changements comptables qui prendront effet pendant l'exercice 2015-2016 et aux prises de position comptables publiées qui entreront en vigueur dans les années à venir sont présentées à la note 2 des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

5.2 ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES IMPORTANTS

Le compte rendu de notre situation financière et de notre résultat d'exploitation repose sur nos états financiers consolidés résumés intermédiaires, qui ont été préparés conformément à la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Nos principales méthodes et estimations comptables sont présentées à la note 4 de nos états financiers consolidés annuels.

5.3 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

TRANSACTIONS AVEC DES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES

Comme il est indiqué à la note 15, nous avons versé des cotisations à titre d'employeur à nos régimes à prestations définies, auxquels nous avons également fourni des services de gestion et d'administration.



Unité 9, ICI Radio-Canada télé



DÉCLARATION DE LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION PAR LES CADRES SUPÉRIEURS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels consolidés conformément à la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels consolidés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels consolidés.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels consolidés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels consolidés.

Hubert T. Lacroix,
Président-directeur général

Judith Purves,
Vice-présidente principale et
chef de la direction financière

Ottawa, Canada
Le 25 novembre 2015

En milliers de dollars canadiens

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON AUDITÉ)

	NOTE	30 septembre 2015	31 mars 2015
ACTIF			
Courant			
Trésorerie		105 456	214 884
Créances clients et autres créances	3	125 763	151 444
Programmation	4	289 474	170 177
Stocks de marchandisage		257	274
Charges payées d'avance		27 636	26 859
Billets à recevoir		2 561	2 474
Investissement dans un contrat de location-financement		2 858	2 759
Instruments financiers dérivés	13	495	269
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	5	3 887	1 627
		558 387	570 767
Non courant			
Immobilisations corporelles	5	878 562	902 752
Immobilisations incorporelles	6	27 065	25 324
Actifs sous contrats de location-financement		24 413	20 389
Régime de retraite	9	277 161	190 342
Programmation	4	90 066	140 113
Billets à recevoir		42 215	43 507
Investissement dans un contrat de location-financement		45 925	47 379
Charges différées		16 696	17 252
Participation dans une entreprise associée	7	-	-
		1 402 103	1 387 058
TOTAL DE L'ACTIF		1 960 490	1 957 825
PASSIF			
Courant			
Créditeurs et charges à payer		77 274	87 534
Provisions	8	39 914	40 962
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	9	133 188	154 876
Passif de programmation		15 151	15 151
Dette obligataire		21 960	21 663
Obligations au titre de contrats de location-financement		11 126	10 232
Effets à payer		8 409	8 319
Revenus différés		24 424	30 105
Crédit parlementaire d'exploitation reporté	11	18 458	-
		349 904	368 842
Non courant			
Revenus différés		27 524	39 154
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	9	234 472	247 245
Passif de programmation		27 172	33 446
Dette obligataire		244 177	251 237
Obligations au titre de contrats de location-financement		22 399	20 671
Effets à payer		97 188	100 513
Financement des immobilisations différé	11	509 790	520 200
		1 162 722	1 212 466
Capitaux propres			
Résultats non distribués		447 413	375 976
Total des capitaux propres attribuables à la Société		447 413	375 976
Participations ne donnant pas le contrôle		451	541
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		447 864	376 517
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		1 960 490	1 957 825

Éventualités (NOTE 8) et engagements (NOTE 15)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DU RÉSULTAT (NON AUDITÉ)

	NOTE	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
		2015	2014	2015	2014
REVENUS	10				
Publicité		55 111	64 618	112 109	192 174
Revenus d'abonnement		33 981	33 647	67 298	67 528
Autres revenus		50 790	37 111	76 238	65 968
Revenus financiers		2 475	2 753	5 233	5 051
		142 357	138 129	260 878	330 721
DÉPENSES					
Coûts des services de télévision, de radio et des services numériques		348 972	336 363	687 565	789 219
Transmission, distribution et collecte		17 021	17 508	34 059	34 022
Administration nationale		2 190	2 462	4 715	5 072
Paievements aux stations privées		343	605	934	1 198
Charges financières		6 803	7 860	14 235	15 274
Quote-part du résultat de l'entreprise associée	7	(1 371)	(1 875)	(2 742)	(12 341)
		373 958	362 923	738 766	832 444
Perte d'exploitation avant financement public et éléments hors exploitation		(231 601)	(224 794)	(477 888)	(501 723)
FINANCEMENT PUBLIC	11				
Crédit parlementaire pour les activités d'exploitation		218 042	102 000	362 042	322 036
Crédit parlementaire pour le fonds de roulement		1 000	1 000	2 000	2 000
Amortissement du financement des immobilisations différé		23 748	25 177	47 911	51 896
		242 790	128 177	411 953	375 932
Résultat net avant éléments hors exploitation		11 189	(96 617)	(65 935)	(125 791)
ÉLÉMENTS HORS EXPLOITATION					
Gain sur la vente d'actions	7	-	33 548	-	33 548
Gain sur la sortie d'immobilisations corporelles et incorporelles	5, 6	1 105	9 862	2 175	5 467
		1 105	43 410	2 175	39 015
Résultat net de la période		12 294	(53 207)	(63 760)	(86 776)
Résultat net attribuable :					
À la Société		12 257	(53 258)	(63 816)	(86 932)
Aux participations ne donnant pas le contrôle		37	51	56	156
		12 294	(53 207)	(63 760)	(86 776)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

En milliers de dollars canadiens

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DU RÉSULTAT GLOBAL (NON AUDITÉ)

	NOTE	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
		2015	2014	2015	2014
RÉSULTAT GLOBAL					
Résultat net de la période		12 294	(53 207)	(63 760)	(86 776)
Autres éléments du résultat global - non reclassés ultérieurement dans le résultat net					
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	9	(46 252)	113 988	135 253	57 915
Total du résultat global de la période		(33 958)	60 781	71 493	(28 861)
Total du résultat global attribuable :					
À la Société		(33 995)	60 730	71 437	(29 017)
Aux participations ne donnant pas le contrôle		37	51	56	156
		(33 958)	60 781	71 493	(28 861)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (NON AUDITÉ)

Pour les trois mois terminés le 30 septembre 2015				
	NOTE	Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 30 juin 2015		481 408	560	481 968
Variations de la période				
Résultat net de la période		12 257	37	12 294
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	9	(46 252)	-	(46 252)
Total du résultat global pour la période		(33 995)	37	(33 958)
Distributions aux actionnaires sans contrôle		-	(146)	(146)
Solde au 30 septembre 2015		447 413	451	447 864

Pour les trois mois terminés le 30 septembre 2014				
		Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 30 juin 2014		146 370	573	146 943
Variations de la période				
Résultat net de la période		(53 258)	51	(53 207)
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	9	113 988	-	113 988
Total du résultat global pour la période		60 730	51	60 781
Distributions aux actionnaires sans contrôle		-	(175)	(175)
Solde au 30 septembre 2014		207 100	449	207 549

Pour les six mois terminés le 30 septembre 2015				
		Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 31 mars 2015		375 976	541	376 517
Variations de la période				
Résultat net de la période		(63 816)	56	(63 760)
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	9	135 253	-	135 253
Total du résultat global pour la période		71 437	56	71 493
Distributions aux actionnaires sans contrôle		-	(146)	(146)
Solde au 30 septembre 2015		447 413	451	447 864

Pour les six mois terminés le 30 septembre 2014				
		Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 31 mars 2014		236 117	468	236 585
Variations de la période				
Résultat net de la période		(86 932)	156	(86 776)
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	9	57 915	-	57 915
Total du résultat global pour la période		(29 017)	156	(28 861)
Distributions aux actionnaires sans contrôle		-	(175)	(175)
Solde au 30 septembre 2014		207 100	449	207 549

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

En milliers de dollars canadiens

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON AUDITÉ)

	NOTE	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
		2015	2014	2015	2014
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES (AFFECTÉS AUX)					
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES					
Résultat net la période		12,294	(53,207)	(63,760)	(86,776)
Ajustements :					
Gain sur la sortie d'immobilisations corporelles et incorporelles	5, 6	(1,105)	(9,862)	(2,175)	(5,467)
Gain sur la vente d'actions	7	-	(33,548)	-	(33,548)
Revenus financiers		(2,475)	(2,753)	(5,233)	(5,051)
Charges financières		6,803	7,860	14,235	15,274
Variation de la juste valeur des instruments financiers désignés comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	13	(412)	(77)	(226)	426
Amortissement des immobilisations corporelles	5	25,758	27,560	51,547	55,855
Amortissement des immobilisations incorporelles	6	1,625	1,620	3,331	3,217
Amortissement d'actifs sous contrats de location-financement		1,899	2,112	3,797	4,226
Quote-part du résultat de l'entreprise associée	7	(1,371)	(1,875)	(2,742)	(12,341)
Variation des charges différées		209	(2,924)	556	(3,253)
Variation de l'actif de programmation [non courant]	4	44,939	(89,895)	51,038	(89,801)
Variation du passif de programmation [non courant]		(1,579)	56,702	(6,814)	56,702
Amortissement du financement des immobilisations différé	11	(23,748)	(25,177)	(47,911)	(51,896)
Variation du crédit parlementaire d'exploitation reporté	11	18,458	-	18,458	-
Variation des revenus différés [non courants]		(5,181)	31,170	(12,020)	30,214
Variation des actifs du régime de retraite	9	66,081	(90,650)	(86,819)	(65,008)
Variation des passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel [courants]	9	(7,512)	(10,676)	2,505	(1,992)
Variation des passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel [non courants]	9	(48,302)	102,128	122,480	88,879
Accroissement des billets à recevoir		(5)	(5)	(10)	(10)
Variations du fonds de roulement	12	(21,827)	424	(135,723)	81,862
		(5,381)	(91,073)	(95,486)	(18,488)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT					
Remboursement des obligations au titre de contrats de location-financement		(2,663)	(2,969)	(5,211)	(5,830)
Remboursement de la dette obligataire		-	-	(6,557)	(6,090)
Remboursement d'effets à payer		-	-	(3,214)	(3,069)
Distributions aux actionnaires sans contrôle		(146)	(175)	(146)	(175)
Intérêts payés		(513)	(672)	(13,517)	(14,486)
		(3,322)	(3,816)	(28,645)	(29,650)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT					
Crédit parlementaire pour le financement des immobilisations	11	27,501	22,000	37,501	45,965
Acquisition d'immobilisations corporelles	5	(18,093)	(10,643)	(36,351)	(20,138)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	6	(2,752)	(1,906)	(6,437)	(4,860)
Produit net de la vente d'immobilisations corporelles	5	2,946	2,524	10,274	3,374
Produit net de la vente d'actions	7	-	33,548	-	33,548
Recouvrement des billets à recevoir		605	565	1,202	1,120
Recouvrement de créances au titre de contrats de location-financement		643	598	1,274	1,187
Dividendes reçus	7	1,371	1,875	2,742	14,196
Intérêts reçus		2,132	2,271	4,498	4,537
		14,353	50,832	14,703	78,929
Variation de la trésorerie		5,650	(44,057)	(109,428)	30,791
Trésorerie, début de la période		99,806	136,822	214,884	61,974
Trésorerie, fin de la période		105,456	92,765	105,456	92,765

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 SEPTEMBRE 2015 (NON AUDITÉ)

(En milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

À titre de radiodiffuseur public national, CBC/Radio-Canada (la Société) offre, dans les deux langues officielles, des services de radio, des services de télévision et des services numériques présentant une programmation principalement et typiquement canadienne, afin de refléter la globalité canadienne et de rendre compte de la diversité régionale du pays, à l'intention des auditoires nationaux et régionaux.

La Société est une société d'État fédérale domiciliée au Canada. Son siège social est situé au 181, rue Queen, Ottawa (Ontario) K1P 1K9.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

La Société a préparé les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires tel que stipulé par l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* qui exige à la plupart des sociétés d'État mères d'établir et de rendre public un rapport financier trimestriel conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires répondent également aux exigences de la norme comptable internationale 34 *Information Financière Intermédiaire* (IAS 34) publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptée par le Conseil des normes comptables (CNC).

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires n'ont pas été audités ou révisés par l'auditeur externe de la Société. Ils ont été approuvés pour publication par le Conseil d'administration le 24 novembre 2015.

BASE DE PRÉPARATION

Base de préparation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires sont des états résumés, comme le permet IAS 34. À ce titre, ils ne comprennent pas l'intégralité des informations requises dans un jeu complet d'états financiers. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont destinés à actualiser les informations fournies dans le plus récent jeu complet d'états financiers annuels audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2015. En conséquence, ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice terminé à cette date.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis selon une comptabilité au coût historique, sauf autorisation contraire des IFRS et indication contraire aux présentes.

Les méthodes comptables appliquées dans la préparation de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires sont conformes à celles qui ont été indiquées dans les états financiers consolidés annuels audités de la Société, sauf en ce qui concerne les méthodes prévues pour l'application des nouvelles normes, modifications et interprétations à compter du nouvel exercice de la Société le 1^{er} avril 2015. À moins d'indication contraire, les méthodes comptables ont été appliquées uniformément à toutes les périodes considérées.

En milliers de dollars canadiens

Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la Société et la monnaie fonctionnelle des entités qu'elle consolide.

Saisonnalité

Environ 50 % du financement de la Société, à l'exclusion des crédits parlementaires, provient de revenus publicitaires ayant tendance à suivre un cycle saisonnier, ceux du deuxième trimestre étant habituellement les moins élevés en raison de la baisse des cotes d'écoute durant la saison estivale. Les revenus publicitaires tendent également à varier en fonction des conditions du marché et de l'économie en général ainsi qu'en fonction de la grille de programmation. Par opposition, les revenus d'abonnement sont plus stables d'un trimestre à l'autre. Les dépenses d'exploitation tendent également à suivre un cycle saisonnier lié aux variations de la grille de programmation.

Périmètre de consolidation

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires comprennent les comptes de la Société, de ses filiales (ARTV et The Documentary Channel (*documentary*)), et de deux entités structurées (le Broadcast Centre Trust et la Fiducie de monétisation de CBC/Radio-Canada).

Sources principales d'incertitude relative aux estimations et jugements importants

Pour préparer les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires, la direction doit faire des estimations, formuler des hypothèses et porter des jugements qui ont une incidence sur la valeur des actifs et des passifs comptabilisés à la date de ces états, ainsi que sur la valeur des revenus et des charges présentés dans la période. Elle doit également fournir toutes les informations s'y rapportant.

La direction revoit régulièrement les estimations et tout changement est comptabilisé de façon prospective et inclus dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat de la période du changement, si le changement ne concerne que cette période, ou de la période du changement et des périodes ultérieures, si celles-ci sont également concernées par le changement. Les chiffres réels pourraient différer de façon importante de ces estimations. De même, les jugements importants sont revus à chaque période de présentation de l'information financière.

Les principales estimations ou les jugements importants de la Société n'ont fait l'objet d'aucun changement depuis la publication des derniers états financiers consolidés annuels audités de la Société au 31 mars 2015.

ADOPTION DE NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE NOUVELLES ET RÉVISÉES

La Société a adopté les nouvelles prises de position suivantes publiées par l'IASB ou par l'IFRS Interpretations Committee, et les a appliquées le 1^{er} avril 2015. Ces prises de position n'ont eu aucun effet sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires au 30 septembre 2015 et pour le trimestre terminé le 30 septembre 2015.

Modifications apportées à IAS 19 Régimes à prestations définies : Cotisations des membres du personnel

La norme IAS 19 a été modifiée en novembre 2013 pour permettre que les cotisations des membres du personnel qui sont liées uniquement aux services rendus par les membres dans la période pendant laquelle elles sont à verser soient comptabilisées comme une réduction du coût des avantages à court terme du personnel. Ces modifications s'appliquent rétrospectivement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2014.

Améliorations annuelles des IFRS – Cycles 2010-2012 et 2011-2013

Les documents *Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2010-2012* et *Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2011-2013* ont été publiés en décembre 2013. Ces améliorations comprennent un certain nombre de modifications à diverses normes IFRS qui s'appliqueront selon une approche prospective ou rétrospective modifiée aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2014.

CHANGEMENTS FUTURS DE MÉTHODES COMPTABLES

La Société a examiné les prises de position comptables, tant nouvelles que révisées, qui ont été publiées ainsi que les améliorations annuelles apportées en continu.

Après une évaluation complète, la Société a conclu qu'une fois appliquées, les modifications et les améliorations annuelles ci-après n'auront aucun effet sur ses états financiers consolidés. Toutefois, les conclusions arrêtées quant à l'effet attendu des changements futurs de méthodes comptables pourraient être revues d'ici l'adoption intégrale des normes.

Modifications apportées à IFRS 10 États financiers consolidés et à IAS 28 Participations dans des entreprises associées et des coentreprises

Les modifications apportées à IFRS 10 et à IAS 28 (2011) ont été publiées en septembre 2014. Elles visent à éliminer une incohérence entre les exigences des deux normes en ce qui a trait à la vente ou à l'apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise. Ces modifications s'appliqueront de manière prospective aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016.

Modifications apportées à IFRS 11 Partenariats

La norme IFRS 11 a été modifiée en mai 2014 pour fournir des indications sur la comptabilisation des intérêts acquis dans des entreprises communes dont l'activité constitue une entreprise. Cette norme s'appliquera de manière prospective aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016.

Modifications apportées à IAS 16 Immobilisations corporelles et à IAS 38 Immobilisations incorporelles

Les normes IAS 16 et IAS 38 ont été modifiées en mai 2014 pour préciser que l'utilisation d'un mode d'amortissement d'une immobilisation fondé sur les produits n'est pas appropriée et que, dans le cas d'une immobilisation incorporelle, cette présomption est réfutable. Ces modifications s'appliqueront de manière rétrospective ou prospective aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016.

Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2012-2014

Le document *Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2012-2014* a été publié en septembre 2014. Ces améliorations comprennent un certain nombre de modifications à diverses normes IFRS qui s'appliqueront de manière prospective aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016.

La Société continue d'évaluer l'incidence possible, sur ses états financiers consolidés, des normes suivantes :

IFRS 9 Instruments financiers

La norme IFRS 9, publiée en novembre 2009 et modifiée en octobre 2010, s'inscrit dans une démarche en plusieurs phases visant à remplacer la norme actuelle IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. L'approche préconisée dans IFRS 9 est fondée sur le mode de gestion des instruments financiers appliqué par l'entité dans le cadre de son modèle économique et sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs et des passifs financiers. En plus de ce modèle logique de classement et d'évaluation, la norme finale publiée en juillet 2014 comprend un modèle unique et prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues et une approche sensiblement réformée de la comptabilité de couverture. Cette norme s'appliquera rétrospectivement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018.

IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

La norme IFRS 15 a été publiée en mai 2014 et remplace les normes IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et IAS 11, *Contrats de construction*, de même qu'un certain nombre d'interprétations portant sur les produits des activités ordinaires. Elle établit un cadre exhaustif pour déterminer le moment auquel ces produits doivent être comptabilisés et la méthode d'évaluation applicable. La norme pose comme principe fondamental qu'une entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires au moment où elle transfère des biens ou des services à un client, et selon un montant correspondant à la contrepartie que l'entité prévoit recevoir du client. Les biens ou les services sont transférés lorsque le client en obtient le contrôle. IFRS 15 impose également la communication de nombreuses informations qualitatives et quantitatives nouvelles pour aider les investisseurs à comprendre la nature, le montant, le calendrier et le degré d'incertitude des produits des activités ordinaires. Cette norme s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, l'IASB ayant décidé le 22 juillet 2015 de reporter d'un an son entrée en vigueur. Le Conseil des normes comptables n'a pas encore approuvé ce report. Lorsqu'elle adoptera IFRS 15, la Société l'appliquera intégralement pour la période courante, et rétrospectivement à tous les contrats qui ne sont pas encore achevés au début de cette période. En ce qui concerne les périodes antérieures, la Société pourra soit appliquer la norme dans son intégralité, soit adopter une approche modifiée permise par les directives transitoires. La Société examine actuellement ces options.

Modifications à IAS 1 Initiative concernant les informations à fournir

IAS 1 a été modifiée en décembre 2014 dans le cadre de l'initiative concernant les informations à fournir amorcée par l'IASB dans sa révision du *Cadre conceptuel*. Les modifications sont circonscrites et visent à clarifier, plutôt qu'à changer en profondeur, les exigences actuelles d'IAS 1 qui, telles que rédigées, ont donné lieu à des interprétations trop prescriptives. Ces modifications s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016, une application anticipée étant permise.

En milliers de dollars canadiens

3. CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

	30 septembre 2015	31 mars 2015
Créances clients	113 617	140 999
Provision pour créances douteuses	(1 963)	(2 683)
Autres	14 109	13 128
	125 763	151 444

Les créances clients indiquées dans le tableau ci-dessus comprennent des créances (voir la note 3A) en souffrance à la fin de la période de présentation de l'information financière et pour lesquelles la Société n'a comptabilisé aucune provision pour créances douteuses parce qu'il n'y a pas eu de changement important dans la solvabilité du débiteur et qu'elle estime être encore en mesure de recouvrer les sommes dues.

A. ANCIENNETÉ DES CRÉANCES CLIENTS EN SOUFFRANCE, MAIS NON DÉPRÉCIEES

	30 septembre 2015	31 mars 2015
31 à 60 jours	17 103	22 481
61 à 90 jours	15 738	13 096
Plus de 90 jours	10 476	16 724
Total	43 317	52 301

B. VARIATION DE LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES

	30 septembre 2015	31 mars 2015
Solde d'ouverture	(2 683)	(3 719)
Montants irrécouvrables sortis pendant la période	-	2 000
Reprises de pertes de valeur comptabilisées sur les créances	996	349
Augmentation nette de la provision pour tenir compte des nouvelles dépréciations	(276)	(1 313)
Solde à la fin de la période	(1 963)	(2 683)

4. PROGRAMMATION

PROGRAMMATION PAR CATÉGORIE

	30 septembre 2015	31 mars 2015
Émissions achevées	48 740	61 918
Émissions en cours de production	126 082	39 728
Droits de diffusion des émissions disponibles pour diffusion au cours des douze prochains mois	114 652	68 531
	289 474	170 177
Droits de diffusion des émissions non disponibles pour diffusion au cours des douze prochains mois	90 066	140 113
	379 540	310 290

VARIATION DE LA PROGRAMMATION

	30 septembre 2015	31 mars 2015
Solde d'ouverture	310 290	223 714
Additions	510 468	1 070 776
Émissions diffusées	(441 218)	(984 200)
Solde à la fin de la période	379 540	310 290

Les sorties au titre de la programmation incluses sous la ligne « Émissions diffusées » du tableau ci-dessus représentent, pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2015, respectivement 0,5 million de dollars (0,9 million en 2014) et 0,8 million de dollars (1,9 million en 2014). Elles sont essentiellement le fait de projets achevés, d'émissions qui n'ont pas été télédiffusées depuis deux ans ou qui ne se prêtent pas à la télédiffusion, ou encore d'émissions pilotes qui ne donnent pas lieu à une série.

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

COÛT ET AMORTISSEMENT CUMULÉ

La valeur comptable des immobilisations corporelles s'établit comme suit :

	Terrains	Immeubles	Améliorations locatives	Équipement technique	Autres	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2015	174 552	553 585	53 253	1 129 557	139 591	42 034	2 092 572
Acquisitions	-	-	-	4 182	682	31 487	36 351
Transferts (Référer à la note 6)	4	4 363	7 761	22 551	5 135	(38 454)	1 360
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	(298)	(5 721)	-	-	-	-	(6 019)
Sorties et amortissements complets	(2)	(3 531)	-	(47 506)	(4 950)	-	(55 989)
Coût au 30 septembre 2015	174 256	548 696	61 014	1 108 784	140 458	35 067	2 068 275
Amortissement cumulé au							
31 mars 2015	-	(209 726)	(28 864)	(847 406)	(103 824)	-	(1 189 820)
Amortissement pour la période	-	(15 164)	(1 980)	(28 556)	(5 847)	-	(51 547)
Reclassement de l'amortissement des actifs classés comme détenus en vue de la vente	-	3 039	-	-	-	-	3 039
Reclassement de l'amortissement des actifs sortis et des actifs complètement amortis	-	1 619	-	43 312	3 684	-	48 615
Amortissement cumulé au 30 septembre 2015	-	(220 232)	(30 844)	(832 650)	(105 987)	-	(1 189 713)
Valeur comptable nette au 30 septembre 2015	174 256	328 464	30 170	276 134	34 471	35 067	878 562

En milliers de dollars canadiens

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrains	Immeubles	Améliorations locatives	Équipement technique	Autres	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2014	174 709	547 264	52 874	1 209 026	142 580	27 170	2 153 623
Acquisitions	-	-	-	9 774	2 808	55 681	68 263
Transferts (Référer à la note 6)	-	13 017	409	21 802	7 214	(40 760)	1 682
Transferts d'actifs sous contrats de location-financement	-	-	-	7 208	2 947	-	10 155
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	(48)	(3 190)	-	(2 453)	-	-	(5 691)
Sorties et amortissements complets	(109)	(3 506)	(30)	(115 800)	(15 958)	(57)	(135 460)
Coût au 31 mars 2015	174 552	553 585	53 253	1 129 557	139 591	42 034	2 092 572
Amortissement cumulé au 31 mars 2014	-	(179 369)	(25 836)	(895 476)	(106 405)	-	(1 207 086)
Amortissement cumulé sur le transfert des actifs sous contrats de location-financement	-	-	-	(3 574)	(1 054)	-	(4 628)
Amortissement pour l'exercice	-	(35 376)	(3 058)	(60 219)	(11 997)	-	(110 650)
Reclassement de l'amortissement des actifs classés comme détenus en vue de la vente	-	3 188	-	2 453	-	-	5 641
Reclassement de l'amortissement des actifs sortis et des actifs complètement amortis	-	1 831	30	109 410	15 632	-	126 903
Amortissement cumulé au 31 mars 2015	-	(209 726)	(28 864)	(847 406)	(103 824)	-	(1 189 820)
Valeur comptable nette au 31 mars 2015	174 552	343 859	24 389	282 151	35 767	42 034	902 752

Les engagements contractuels relatifs à l'acquisition d'immobilisations corporelles s'établissent à 23,4 millions de dollars au 30 septembre 2015 (11,9 millions au 31 mars 2015).

DÉPRÉCIATION ET AUTRES CHARGES

Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée ou reprise pendant les périodes de trois mois et six mois terminées le 30 septembre 2015 (zéro en 2014).

ACTIFS CLASSÉS COMME DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

En conformité avec le plan financier de CBC/Radio-Canada qui prévoit notamment la réduction de l'empreinte immobilière de la Société, plusieurs actifs immobiliers étaient classés, à des fins comptables au 30 septembre 2015, comme détenus en vue de la vente, pour une valeur comptable totale de 3,9 millions de dollars (1,6 million au 31 mars 2015). Ces actifs devraient être vendus individuellement au cours des douze prochains mois.

SORTIES

Au deuxième trimestre, la Société a comptabilisé un gain de 1,1 million de dollars, soit le produit de l'assurance reçu pour la perte d'un car de reportage endommagé au point d'être irréparable en mai 2014.

La Société a vendu pendant le premier trimestre ses actifs de production mobile et des propriétés situées à Iqaluit (Nunavut) et à Gander (Terre-Neuve), qu'elle avait auparavant classées comme détenues en vue de la vente. Le produit de la vente de ces actifs s'est chiffré à 9,3 millions de dollars et a donné lieu à un gain de 3,1 millions de dollars.

Aucune immobilisation corporelle n'a fait l'objet d'une sortie importante au deuxième trimestre de 2015-2016.

D'autres pertes et gains nets pendant le premier trimestre et le premier semestre de 2015-2016 sont attribuables à la sortie ou au remplacement d'équipements dans le cycle normal de renouvellement des actifs de la Société.

6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La valeur comptable des immobilisations incorporelles s'établit comme suit :

	Logiciels développés à l'interne	Logiciels acquis	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2015	140 594	26 602	9 499	176 695
Acquisitions	-	-	6 437	6 437
Transferts (Référer à la note 5)	96	2 149	(3 605)	(1 360)
Sorties et amortissements complets	-	(47)	-	(47)
Coût au 30 septembre 2015	140 690	28 704	12 331	181 725
Amortissement cumulé au 31 mars 2015	(137 090)	(14 281)	-	(151 371)
Amortissement pour la période	(710)	(2 621)	-	(3 331)
Reclassement de l'amortissement des actifs sortis et des actifs complètement amortis	-	42	-	42
Amortissement cumulé au 30 septembre 2015	(137 800)	(16 860)	-	(154 660)
Valeur comptable nette au 30 septembre 2015	2 890	11 844	12 331	27 065

	Logiciels développés à l'interne	Logiciels acquis	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2014	140 893	23 887	4 948	169 728
Acquisitions	-	97	10 150	10 247
Transferts (Référer à la note 5)	1 299	2 618	(5 599)	(1 682)
Sorties et amortissements complets	(1 598)	-	-	(1 598)
Coût au 31 mars 2015	140 594	26 602	9 499	176 695
Amortissement cumulé au 31 mars 2014	(136 720)	(9 612)	-	(146 332)
Amortissement pour l'exercice	(1 830)	(4 669)	-	(6 499)
Reclassement de l'amortissement des actifs sortis et des actifs complètement amortis	1 460	-	-	1 460
Amortissement cumulé au 31 mars 2015	(137 090)	(14 281)	-	(151 371)
Valeur comptable nette au 31 mars 2015	3 504	12 321	9 499	25 324

Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée ou reprise pendant les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2015 (zéro en 2014).

En milliers de dollars canadiens

7. PARTICIPATION DANS UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

DESCRIPTION DE LA PARTICIPATION

Au 30 septembre 2015, la Société détenait 13 056 787 actions à droit de vote subalterne de catégorie A de Sirius XM Canada Holdings Inc. (SiriusXM), ce qui lui conférait 10,17 % des titres de capitaux propres et une participation avec droit de vote de 9,66 % dans SiriusXM. Sa participation dans les capitaux propres de SiriusXM est restée inchangée au cours du trimestre.

La politique de distribution de SiriusXM prévoit le versement de dividendes trimestriels et, selon le bon vouloir de l'entreprise, de dividendes spéciaux. Pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2015, SiriusXM a versé à la Société un dividende trimestriel de 1,4 million de dollars (1,9 million en dividende trimestriel en 2014) et de 2,7 millions de dollars (14,2 millions en dividendes trimestriel et spécial en 2014) respectivement.

CONSIDÉRATIONS COMPTABLES

La date de clôture de l'exercice de SiriusXM est le 31 août et ne coïncide pas avec celle de la Société. La norme IAS 28 *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* prescrit que l'écart entre la date de clôture d'une entreprise associée et celle de l'investisseur ne doit pas être supérieur à trois mois. Conformément à cette exigence, la Société a inclus les résultats intermédiaires de SiriusXM qui lui reviennent dans ses résultats pour la période allant jusqu'au 31 août 2015, en phase avec les dernières informations fournies par SiriusXM qui peuvent être rendues publiques. IAS 28 prescrit également un ajustement au résultat pour toute transaction importante qui survient pendant la période en question. Aucun rajustement de ce type n'a été nécessaire pour le trimestre terminé le 30 septembre 2015 (aucun en 2014).

La juste valeur de l'investissement de la Société dans SiriusXM au 30 septembre 2015 était de 64,4 millions de dollars (71,8 millions au 31 mars 2015). Étant donné qu'elle est basée sur le cours de clôture des actions de catégorie A de SiriusXM (TSX: XSR) au 30 septembre 2015, on considère qu'il s'agit d'une évaluation de niveau 1 dans la hiérarchie des justes valeurs.

Les informations financières résumées concernant les placements de la Société sont les suivantes :

	Participation au :		Valeur comptable au :	
	30 septembre 2015	31 mars 2015	30 septembre 2015	31 mars 2015
SiriusXM - actions de cat. A	10,17 %	10,18 %	-	-

Le tableau suivant présente un rapprochement de la valeur comptable de l'investissement de la Société dans SiriusXM, telle qu'elle est comptabilisée dans l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière :

	30 septembre 2015	31 mars 2015
Solde d'ouverture	-	1 855
Dividendes reçus ¹	-	(1 855)
Solde à la fin de la période	-	-

¹ Les dividendes reçus pendant les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2015 ont totalisé 1,4 million de dollars (1,9 million en 2014) et 2,7 millions de dollars (14,2 millions en 2014). Les dividendes reçus dans les périodes précédentes ont réduit à zéro la valeur comptable de la participation. Pendant les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2015, l'excédent des dividendes reçus sur la valeur comptable de la participation, soit 1,4 million de dollars (1,9 million en 2014) et 2,7 millions de dollars (12,3 millions en 2014), est comptabilisé en résultat net au poste Quote-part du résultat de l'entreprise associée.

La Société n'a aucun passif éventuel ni engagement en ce qui a trait à son entreprise associée.

SiriusXM n'a abandonné aucune activité. Elle n'est assujettie à aucune restriction importante en ce qui concerne le transfert de fonds à ses investisseurs.

8. PROVISIONS

	Réclamations et poursuites	Environnemental	Coûts de restructuration		Total
			Réduction des effectifs	Mise hors service d'actifs	
Solde d'ouverture	32 044	377	6 436	2 105	40 962
Provisions supplémentaires comptabilisées	6 541	-	1 717	-	8 258
Provisions utilisées	(2 086)	-	(3 290)	(230)	(5 606)
Réductions découlant d'une réévaluation ou d'un règlement sans coût	(1 507)	-	(2 193)	-	(3 700)
Solde à la fin de la période	34 992	377	2 670	1 875	39 914

COÛT DE RESTRUCTURATION

Les coûts de restructuration comptabilisés ce trimestre sont en lien avec les initiatives suivantes effectuées en 2014-2015 dans le cadre du nouveau plan stratégique de la Société rendu public en juin 2014 et dont la mise en œuvre exige des réductions d'effectifs jusqu'à hauteur de 1 500 employés d'ici 2020. Ces initiatives sont les suivantes :

- ▶ Le 30 octobre 2014, la Société a annoncé l'élimination de l'équivalent d'environ 400 postes à temps plein. La plupart des employés touchés par cette initiative ont reçu un avis de cessation d'emploi avant la fin de novembre, et les autres, au début de 2015.
- ▶ Le 26 mars 2015, la Société a annoncé son intention d'abolir environ 240 postes équivalents à temps plein de plus.

Les dépenses entraînées par ces réductions d'effectifs comprennent les indemnités de cessation d'emploi, le maintien d'avantages sociaux et les services de remplacement externe, et ont été comptabilisées pour les réductions auxquelles la Société s'était manifestement engagée et dont les coûts étaient raisonnables. Tous les paiements liés à ces provisions devraient être faits dans les douze prochains mois.

Au 30 septembre 2015, les provisions comptabilisées par la Société pour des réductions d'effectifs s'établissent à 2,7 millions de dollars (6,4 millions au 31 mars 2015) et sont incluses dans le passif courant.

La provision pour mise hors service est notamment rattachée à la cessation de la transmission de signaux de télévision analogique et de la transmission sur ondes courtes. Les travaux à l'origine de la provision de 1,9 million de dollars (2,1 millions au 31 mars 2015) devraient être achevés au cours du prochain exercice.

RÉCLAMATIONS ET POURSUITES

Diverses réclamations ont été formulées ou des poursuites ont été intentées contre la Société. Dans certains cas, leurs auteurs demandent des dédommagements pécuniaires élevés ou d'autres redressements qui pourraient entraîner des dépenses importantes. Les enjeux portent principalement sur des tarifs de droits d'auteur, des griefs et d'autres litiges.

Bien des incertitudes entourent les poursuites, et le résultat de chaque affaire n'est pas toujours prévisible. Les réclamations dont l'issue est incertaine, qui pourraient donner lieu à des sorties de ressources ou qui ne sont pas mesurables, sont réputées être des éventualités et ne sont pas comptabilisées dans les états financiers consolidés de la Société.

Au 30 septembre 2015, la Société avait constitué des provisions d'une valeur de 35,0 millions de dollars (32,0 millions au 31 mars 2015) au chapitre des litiges. Lorsqu'elles peuvent être estimées, toutes les affaires sont classées comme courantes, puisque la Société s'efforce de résoudre ces cas dans les douze prochains mois.

PASSIF ENVIRONNEMENTAL

Au 30 septembre 2015, la Société avait constitué une provision d'une valeur de 0,4 million de dollars pour un problème environnemental (0,4 million au 31 mars 2015). Des échantillons de terrain prélevés à l'ancien site de transmission de la Société situé au mont Logan ont révélé la présence d'hydrocarbures, ce qui oblige la Société à décontaminer le sol. Les coûts des travaux de décontamination qu'il reste à faire sont estimés à 0,4 million de dollars. Les travaux ont été achevés en grande partie durant 2014, mais il faudra peut-être jusqu'à six ans pour terminer le tout.

En milliers de dollars canadiens

ÉVENTUALITÉS

Bien des incertitudes entourent les poursuites, et le résultat de chaque affaire n'est pas toujours prévisible. Les passifs éventuels sont des obligations potentielles qui peuvent devenir réelles lorsqu'un ou plusieurs événements futurs se réalisent ou ne se réalisent pas. La Société n'a fourni aucun montant concernant des passifs éventuels.

9. PASSIFS AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL

ACTIF/PASSIF NETS AU TITRE DES PRESTATIONS DÉFINIES

Les actifs et les passifs liés au personnel comptabilisés et présentés à l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière sont les suivants :

	Courant		Non courant	
	30 septembre 2015	31 mars 2015	30 septembre 2015	31 mars 2015
Actif net au titre des prestations définies	-	-	277 161	190 342
Passif net au titre des prestations définies	-	-	100 909	106 801
Avantages futurs du personnel	-	-	133 471	140 339
Indemnités de vacances	50 262	55 315	-	-
Réduction des effectifs	19 986	30 809	-	-
Passifs liés aux salaires	62 940	68 752	92	105
	133 188	154 876	234 472	247 245

	30 septembre 2015			31 mars 2015		
	Régime de retraite capitalisé	Régimes de retraite non capitalisés	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régime de retraite capitalisé	Régimes de retraite non capitalisés	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Juste valeur des actifs du régime	6 303 136	-	-	6 648 816	-	-
Obligation au titre des prestations définies	6 025 975	100 909	133 471	6 458 474	106 801	140 339
Actif (passif) net lié à l'obligation au titre des prestations définies	277 161	(100 909)	(133 471)	190 342	(106 801)	(140 339)

HYPOTHÈSES ACTUARIELLES IMPORTANTES

Comme il est indiqué à la note 4A, *Sources principales d'incertitude relative aux estimations*, des états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2015, la direction revoit ses hypothèses actuarielles à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour assurer que le passif (l'actif) net au titre des prestations définies comptabilisé dans les états financiers reflète les changements importants dans les hypothèses actuarielles et les changements importants découlant d'événements ponctuels. L'effet des changements importants dans les hypothèses actuarielles sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global en tant que réévaluation pour la période.

Hypothèses - taux annuels	30 septembre 2015	31 mars 2015
Hypothèses utilisées pour établir le coût des prestations de retraite:		
Taux d'actualisation	3,50 %	4,25 %
Hypothèses utilisées pour établir l'obligation au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel		
Taux d'actualisation - régime de retraite	4,00 %	3,50 %
Taux d'actualisation - indemnité de cessation d'emploi	3,25 %	2,75 %
Taux d'actualisation - prestation d'invalidité de longue durée	3,25 %	2,75 %
Taux d'actualisation - assurance vie	4,00 %	3,50 %

VARIATIONS DE LA VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION AU TITRE DES PRESTATIONS DÉFINIES

	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Obligation au titre des prestations définies, solde d'ouverture	6 565 275	140 339	5 649 933	136 481
Coût des services rendus	62 832	2 490	98 839	5 311
Coût financier	113 898	1 906	237 284	4 874
Cotisations des employés	21 109	-	47 359	-
Réévaluations :				
Écarts actuariels découlant de changements dans les hypothèses démographiques	-	-	-	-
Écarts actuariels découlant de changements dans les hypothèses financières	(477 974)	(5 380)	810 039	6 653
Écarts actuariels découlant des ajustements liés à l'expérience	(8 068)	-	1 803	-
Prestations versées	(150 188)	(5 884)	(279 982)	(12 980)
Obligation au titre des prestations définies, fin de la période	6 126 884	133 471	6 565 275	140 339

VARIATIONS DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS DU RÉGIME

	30 septembre 2015	31 mars 2015		
	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Juste valeur des actifs du régime, solde d'ouverture	6 648 816	-	5 587 972	-
Frais d'administration (autres que les coûts de gestion des placements)	(3 080)	-	(5 340)	-
Revenus d'intérêts tirés des actifs du régime de retraite	114 756	-	233 795	-
Rendement des actifs du régime de retraite, à l'exclusion des revenus d'intérêts	(355 843)	-	1 004 950	-
Cotisations des employés	21 109	-	47 359	-
Cotisations de la Société	27 566	5 884	60 062	12 980
Prestations versées	(150 188)	(5 884)	(279 982)	(12 980)
Juste valeur des actifs du régime, fin de la période	6 303 136	-	6 648 816	-

COÛTS DU RÉGIME À PRESTATIONS DÉFINIES

Montants comptabilisés en résultat global

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Coût des services rendus	32 661	25 898	65 322	51 796
Frais d'administration (autres que les coûts de gestion des placements)	1 540	1 335	3 080	2 670
Coût financier de l'obligation au titre des prestations définies	57 902	60 468	115 804	120 936
Revenus d'intérêts tirés des actifs du régime de retraite	(57 378)	(58 449)	(114 756)	(116 898)
Autres	(162)	-	(326)	148
Charge comptabilisée en résultat net	34 563	29 252	69 124	58 652
Plus :				
Réévaluations comptabilisées en autres éléments du résultat global	46 252	(113 988)	(135 253)	(57 915)
Total comptabilisé en résultat global	80 815	(84 736)	(66 129)	737

Les résultats non distribués comprennent des gains actuariels cumulatifs de 502,6 millions de dollars au 30 septembre 2015 (gains de 367,4 millions au 31 mars 2015).

En milliers de dollars canadiens
Charge comptabilisée en résultat net

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Coûts des services de télévision, de radio et des services numériques	33 181	28 081	66 359	56 305
Transmission, distribution et collecte	1 037	878	2 074	1 760
Administration nationale	345	293	691	587
Total	34 563	29 252	69 124	58 652

F. TOTAL DES PAIEMENTS

La Société a effectué les paiements suivants au titre des prestations de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme :

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Prestations versées directement aux bénéficiaires	2 942	2 967	5 884	5 934
Cotisations habituelles de l'employeur aux régimes de retraite	13 835	14 801	27 566	28 835
Total des paiements pour les régimes à prestations définies	16 777	17 768	33 450	34 769

La capitalisation du Régime est basée sur les évaluations actuarielles qui sont faites une fois par an. Les employés doivent cotiser au Régime selon un pourcentage de leur salaire admissible. La Société complète la capitalisation, au besoin, selon les évaluations actuarielles.

10. REVENUS

La Société a comptabilisé des revenus provenant des sources suivantes :

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Publicité	55 111	64 618	112 109	192 174
Revenus d'abonnement	33 981	33 647	67 298	67 528
Location d'immeubles, de pylônes de transmission, d'installations et de services	11 349	12 865	21 460	23 063
Production	31 445	8 417	34 166	11 382
Programmation numérique	3 838	3 662	8 693	12 702
Droits de retransmission	751	2 453	1 501	3 213
Commandites d'émission	1 914	1 768	2 393	2 389
Autres services	338	1 882	1 145	1 993
Total des revenus liés à la prestation des services	138 727	129 312	248 765	314 444
Total des revenus financiers	2 475	2 753	5 233	5 051
Contribution du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL)	-	4 795	-	8 948
Revenus de contrats-échanges autres que publicitaires	1 157	922	6 623	1 860
Gain (perte) sur taux de change	(420)	264	20	834
Gain (perte) net(te) provenant de l'évaluation à la juste valeur d'instruments financiers	418	83	237	(416)
Total des revenus	142 357	138 129	260 878	330 721

11. FINANCEMENT PUBLIC

FINANCEMENT PUBLIC REÇU

Les crédits parlementaires approuvés et les sommes reçues par la Société sont ventilés comme suit :

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Financement des activités d'exploitation	236 500	102 000	380 500	322 036
Financement des immobilisations	27 501	22 000	37 501	45 965
Financement du fonds de roulement	1 000	1 000	2 000	2 000
	265 001	125 000	420 001	370 001

Le financement public approuvé et reçu par la Société au cours du trimestre est comptabilisé comme ci-après dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Le crédit parlementaire pour les activités d'exploitation est comptabilisé dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat. Il correspond à la différence nette entre les dépenses et les revenus autogénérés budgétés pour le trimestre.

Les budgets trimestriels sont dérivés du budget annuel approuvé par le Conseil d'administration au début de chaque exercice. Ils reflètent le financement public attendu de l'exercice ainsi que les impacts saisonniers des dépenses et des revenus autogénérés.

PRÉLÈVEMENT DIFFÉRÉ SUR LE CRÉDIT POUR LES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

	30 septembre 2015	31 mars 2015
Financement des activités d'exploitation reçu au cours de la période	380 500	929 284
Moins: Crédit parlementaire pour les activités d'exploitation comptabilisé dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat au cours de la période	(362 042)	(929 284)
Crédit parlementaire d'exploitation reporté	18 458	-

FINANCEMENT DES IMMOBILISATIONS DIFFÉRÉ

Le financement des immobilisations reçu est comptabilisé à titre de financement des immobilisations différé dans l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière et le revenu est comptabilisé à l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat de la même façon et sur les mêmes périodes que les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles auxquelles il se rapporte.

	30 septembre 2015	31 mars 2015
Solde d'ouverture	520 200	518 272
Financement public au titre des immobilisations	37 501	104 740
Amortissement du financement des immobilisations différé	(47 911)	(102 812)
Solde à la fin de la période	509 790	520 200

En milliers de dollars canadiens

12. VARIATIONS DU FONDS DE ROULEMENT

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
	2015	2014	2015	2014
Variations du fonds de roulement sont composées de :				
Créances clients et autres créances	1 447	57 724	25 526	116 517
Actif de programmation (courant)	(75 994)	6 448	(119 297)	(14 841)
Stocks de marchandisage	31	51	17	15
Charges payées d'avance	933	(69 410)	(777)	(3 294)
Créditeurs et charges à payer	9 570	12 364	(10 270)	(21 624)
Provisions	(2 916)	(5 557)	(1 048)	5 999
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (courant)	(8 195)	13 443	(24 193)	13 471
Revenus différés (courant)	(16 703)	(14 639)	(5 681)	(14 381)
	(91 827)	424	(135 723)	81 862

13. ÉVALUATIONS DE LA JUSTE VALEUR

Les justes valeurs de la trésorerie, des créances clients et autres créances, de la tranche courante des billets à recevoir, de la tranche courante de l'investissement dans un contrat de location-financement, des créditeurs et des charges à payer, de la tranche courante de la dette obligataire, de la tranche courante de l'obligation au titre de contrats de location-financement et de la tranche courante des effets à payer avoisinent les valeurs comptables de ces instruments en raison de leurs échéances rapprochées.

Le tableau ci-après présente les valeurs comptables et les justes valeurs des autres actifs et passifs financiers de la Société :

	30 septembre 2015		31 mars 2015		Note
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	
Instruments financiers évalués à la juste valeur :					
Actifs financiers dérivés					
Contrats à terme	407	407	161	161	(a) Niveau 1
Options sur actions	88	88	108	108	(b) Niveau 2
Instruments financiers évalués au coût amorti :					
Billets à recevoir (non courant)	42 215	49 716	43 507	51 970	(c) Niveau 2
Investissement dans un contrat de location-financement (non courant)	45 925	55 023	47 379	57 470	(c) Niveau 2
Dette obligataire (non courant)	244 177	327 564	251 237	343 663	(d) Niveau 2
Obligation au titre de contrats de location-financement (non courant)	22 399	22 924	20 671	21 629	(d) Niveau 2
Effets à payer (non courant)	97 188	110 626	100 513	115 918	(d) Niveau 2

Il n'y a pas eu de transferts entre les différents niveaux pendant les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2015. Par ailleurs, aucune perte de valeur ou reprise de perte de valeur n'a été comptabilisée pendant les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2015 (zéro en 2014).

(a) La juste valeur est établie d'après un modèle des flux de trésorerie actualisés basé sur les prix observables sur un marché à terme normalisé.

(b) La juste valeur est estimée grâce à un modèle d'évaluation des options dont les principales données d'entrée sont notamment le cours de clôture des actions détenues, les taux officiels des obligations du gouvernement et les rendements des actions observables directement.

(c) La juste valeur des diverses sommes à recevoir a été déterminée en utilisant les flux de trésorerie futurs attendus, actualisée au moyen des taux officiels des obligations du gouvernement, dont les conditions et les caractéristiques sont semblables, et ajustée par un facteur qui reflète la solvabilité des contreparties.

(d) La juste valeur des divers passifs financiers de la Société a été déterminée en utilisant les flux de trésorerie futurs attendus, actualisée au moyen des taux officiels des obligations du gouvernement dont les conditions et les caractéristiques sont semblables, et ajustée par un facteur qui reflète la solvabilité de la Société.

14. PARTIES LIÉES

Dans le cadre de ses activités courantes, la Société conclut des transactions avec des parties liées conformément aux conditions commerciales normales applicables à tous les particuliers et à toutes les entreprises, ainsi qu'aux prix du marché. Elle les comptabilise à la juste valeur. Les transactions suivantes ont été effectuées avec des parties liées :

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES AUTRES QUE DES ENTITÉS LIÉES À UNE AUTORITÉ PUBLIQUE

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre					
	Prestation de services		Utilisation de services		Cotisations de retraite	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Entreprise associée	589	750	-	-	-	-
Autres entités liées ¹	28	30	137	-	-	-
Régime de retraite de la Société	-	-	-	-	13 835	14 801
	617	780	137	-	13 835	14 801

¹Les transactions avec les autres entités liées correspondent essentiellement à la prestation de services administratifs au Régime de retraite de la Société.

	Pour les six mois terminés le 30 septembre					
	Prestation de services		Utilisation de services		Cotisations de retraite	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Entreprise associée	1 163	1 422	-	-	-	-
Autres entités liées ¹	56	60	146	-	-	-
Régime de retraite de la Société	-	-	-	-	27 566	28 835
	1 219	1 482	146	-	27 566	28 835

¹Les transactions avec les autres entités liées correspondent essentiellement à la prestation de services administratifs au Régime de retraite de la Société.

Les sommes à recevoir des parties liées s'établissaient comme suit à la fin de la période et étaient incluses dans le poste Créances clients et autres créances dans l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière :

	Sommes dues par les parties liées	
	30 septembre 2015	31 mars 2015
Entreprise associée	177	189
Autres entités liées	-	-
	177	189

La Société ne devait aucune somme à des parties liées au 30 septembre 2015 (aucune au 31 mars 2015).

Les sommes à recevoir ne sont pas garanties et seront réglées en espèces. Aucune dépense n'a été comptabilisée dans la période considérée ou dans des périodes antérieures relativement à des créances irrécouvrables ou douteuses de parties liées.

AUTRES TRANSACTIONS AVEC UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

La Société n'a effectué aucune transaction significative avec son entreprise associée pendant la période considérée ou la période précédente autre que les dividendes reçus, comme il est indiqué à la note 7.

En milliers de dollars canadiens

TRANSACTIONS AVEC DES ENTITÉS LIÉES À DES AUTORITÉS PUBLIQUES

CBC/Radio-Canada, une société d'État fédérale, exerce ses activités dans un environnement économique dominé par des entités sous le contrôle direct ou indirect du gouvernement fédéral par l'entremise de ses autorités, organismes, entités affiliées et autres organisations (désignées collectivement par « entités liées à une autorité publique »).

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2015, la valeur globale des transactions significatives de la Société avec d'autres entités liées à une autorité publique s'établit à 0,4 million pour la prestation de services (0,3 million en 2014) et à 0,3 million pour l'achat de biens et de services (0,3 million en 2014). Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2015, la valeur globale des transactions significatives de la Société avec d'autres entités liées à une autorité publique s'établit à 0,8 million de dollars pour la prestation de services (0,5 million en 2014) et à 0,8 million de dollars pour l'achat de biens et de services (0,7 million en 2014). Aucune transaction individuellement significative n'a été effectuée pendant les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2015 (aucune en 2014).

15. ENGAGEMENTS

La note 27, *Engagements*, des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2015 traite en détail des engagements de la Société. Au cours du deuxième trimestre, la Société a conclu une entente de cinq ans concernant la poursuite des avantages du personnel pour un montant total de 515,0 millions. Aucun autre changement significatif n'est survenu dans les engagements depuis la fin d'année. Les engagements relatifs à l'achat d'immobilisations corporelles pris pendant le trimestre considéré sont décrits à la note 5A, *Immobilisations corporelles* des présentes.